

# RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS



Direction générale de l'innovation et du support  
technologique (DG ITEC)

20  
18

# TABLE DES MATIERES

1. RÉSUMÉ OPÉRATIONNEL	3
2. ENVIRONNEMENT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE, OBJECTIFS ET RÉSULTATS OBTENUS	7
2.1 La Direction générale (déclaration de mission, contexte opérationnel)	7
2.2 Résultats clés et progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs	13
3. GESTION DES RESSOURCES	22
3.1 Ressources humaines	22
3.2 Gestion financière et budgétaire	24
4. ÉVALUATION ET EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE Y COMPRIS UNE ÉVALUATION GLOBALE DU RAPPORT COÛT/EFFICACITÉ ET PERFORMANCE	28
4.1 Évaluation de l'efficacité et efficience du contrôle interne	28
4.2 Évaluation des coûts et avantages des contrôles	30
4.3 Synthèse des audits internes et externes	30
5. DÉCLARATION D'ASSURANCE	32
6. ANNEXES	33
I. Synthèse de l'exécution du budget	34
II. Relevés d'exécution budgétaire 2018	36
III. Liste des exceptions - dérogations à la réglementation	50
IV. Résultat des évaluations ex-post	53
V. Évaluation de la mise en œuvre des normes minimales de contrôle interne	54

# RÉSUMÉ OPÉRATIONNEL



# 1. Résumé opérationnel

Pour la DG ITEC, la période de référence pour 2018 restera comme celle d'un investissement continu dans la mise en place d'un environnement de travail moderne, continu, efficace et axé sur l'utilisateur.

Cet investissement a nécessité le développement permanent d'applications e-Parlement, un programme informatique efficace et consolidé, des services de publication numérique renforcés, des activités d'innovation informatiques soutenues et le renforcement de la capacité du Parlement en matière de cybersécurité.

L'innovation est restée au cœur de la mission de la DG ITEC en 2018, en plus du pourvoi d'un soutien fiable et rapide à tous les usagers informatiques du Parlement européen, qu'il s'agisse des députés, des assistants parlementaires accrédités, des groupes politiques ou encore de l'administration du Parlement.

Tout au long de l'année 2018, la DG ITEC a concentré ses efforts sur la continuité et la résilience, en coopération avec les services centraux. Un groupe de travail consacré aux «enseignements tirés de la panne informatique» a ensuite été créé et un plan d'action a été établi afin de veiller à ce que les progrès nécessaires à la continuité des activités, à la gestion des risques et des incidents ainsi qu'à la constitution d'une capacité de recouvrement soient réalisés d'ici mai 2019.

En outre, 2018 a été pour la DG ITEC une occasion importante d'améliorer ses services et le fonctionnement du Parlement grâce à la mise en œuvre de projets tels que le système

de télédiffusion du Parlement européen (IPTV), la migration vers Windows 10, le projet d'impression efficace, le projet de support informatique étendu apporté aux députés et à leurs assistants (ICT4MEPs) et grâce à des manifestations telles que la semaine de l'innovation de la DG ITEC, les Journées hors les murs et la conférence DIGITEC 2018.

Des activités institutionnelles importantes ont eu lieu au cours de la période couverte par le présent rapport et ont mis en avant le rôle de chef de file que tient la DG ITEC dans le domaine de l'innovation et de la transformation numérique. La DG a continué à jouer un rôle actif au sein du comité interinstitutionnel sur l'informatique et ses activités, en particulier au sein des sous-groupes et du groupe de travail sur l'informatique en nuage, de l'environnement de travail virtuel ainsi que de la gestion de l'identité et de l'accès.

Parallèlement, afin de renforcer encore notre coopération avec les institutions partenaires dans le domaine de la cybersécurité, la DG ITEC a décidé de doubler les ressources allouées à l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne (CERT-UE). C'est la preuve de l'engagement du Parlement européen et de la DG ITEC à continuer de contribuer au renforcement de la capacité des institutions européennes, afin de garantir notre préparation optimale contre toute cyberattaque.

Dans le domaine de l'innovation, la DG ITEC a travaillé avec la Commission européenne et le

Conseil européen dans le cadre de l'initiative «Co-innovate and Co-create» (innover et créer ensemble), dont les objectifs sont le partage des bonnes pratiques et l'élaboration d'un cadre commun (approche allégée) afin de tirer parti des occasions communes offertes par les technologies émergentes. Ainsi, en 2018, des domaines d'intérêt commun ont pu être recensés, tout comme des cas d'utilisations en vue d'éventuelles validations de principe.

En 2018, le partenariat entre le Comité de haut niveau des Nations unies sur la gestion et le Parlement européen (représenté par la DG ITEC) s'est poursuivi avec l'objectif à long terme de renforcer les processus de modernisation du système des Nations unies dans le domaine de la gestion de l'information. L'année 2018 a constitué une étape majeure du projet de cadre d'interopérabilité sémantique des Nations unies avec l'adoption de la norme xml (Acoma Ntoso) par les Nations unies (AKN4UN).

De même, la coopération étroite avec l'Union interparlementaire depuis 2017 a conduit au lancement de l'initiative du centre mondial de l'innovation au sein des parlements. La contribution de la DG ITEC a donné lieu à la publication de la plateforme de la DG sur la gouvernance informatique, composée des éléments suivants:

- a) une méthodologie en ligne pour le partage de l'expérience du Parlement européen avec les parlements nationaux dans le monde entier (bonnes pratiques);
- b) un outil d'évaluation en ligne de la maturité informatique destiné à améliorer et à soutenir les activités d'évaluation des parlements dans le domaine de la gouvernance informatique.

Un protocole d'accord entre la DG ITEC et l'UIP devrait être signé en 2019.

Les procédures de contrôle mises en place par la DG ITEC au cours de l'année 2018 ont fourni les garanties nécessaires concernant la légalité et la régularité des opérations et ainsi permis d'assurer que les ressources allouées à la DG ITEC ont été utilisées aux fins prévues et conformément au règlement financier et aux règles en vigueur.

Les efforts continus déployés en 2018 pour mettre en œuvre les recommandations de l'auditeur interne ont conduit à la clôture de quatre actions et à la réduction de deux risques inhérents liés à des exigences plus ambitieuses quant à la continuité globale de l'infrastructure informatique du Parlement et à la continuité de l'environnement de développement (*voir la section 4.3*). La DG ITEC poursuivra ses efforts dans ce domaine en 2019 en vue de clôturer toutes les actions encore inachevées dans les rapports d'audit interne.

En outre, la DG ITEC a mis à jour son registre des risques pour 2018 et a rédigé le nouveau manuel des risques informatiques, actuellement en cours d'adoption par l'unité Gestion des risques et de la continuité des activités du Parlement européen. Dans le domaine de la gestion des risques, la DG ITEC a terminé sa mise à jour avec l'évaluation des appétences aux risques et de l'inclusion d'actions spécifiques liées à la résilience et à la continuité, à la cybersécurité et à l'assurance (y compris les aspects liés à la sécurité des équipements informatiques sensibles).

Dans le même temps, les activités relatives aux processus de continuité des activités au sein du Parlement se sont poursuivies avec la préparation et la mise en œuvre du plan de reprise

d'activité et du système de gestion des incidents et des communications de la DG ITEC.

Dans le domaine de la protection de la vie privée, la DG ITEC a poursuivi ses travaux d'analyse des lacunes afin d'évaluer la conformité de ses processus avec le nouveau règlement général sur la protection des données.

Une gestion financière efficace a permis d'assurer la bonne exécution du budget 2018. Au 31 décembre 2018, le montant total des crédits finaux s'élevait à EUR 123 995 170, les engagements totaux ayant atteint EUR 123 167 804, soit 99,3 % des crédits finaux, et les paiements un montant total de EUR 79 739 456, soit 64,7 %. Au cours de l'année, la plupart des lacunes recensées ont été financées dans la mesure du possible par les crédits propres de la DG ITEC, qui a toutefois bénéficié d'un renforcement supplémentaire au titre de la procédure de ramassage et de la part d'autres DG pour la mise en œuvre de leurs projets, pour un total de EUR 7 076 250, ce qui renforce l'importance des chiffres relatifs à l'exécution annuelle de l'intégralité du budget alloué.

L'expertise des ressources humaines de la DG ITEC est sans aucun doute la clé de son succès prolongé. La hiérarchie de la direction générale a connu plusieurs changements au cours de l'année écoulée, notamment son directeur général, qui a accepté une bourse de

l'Institut de l'Union européenne à Florence. De plus, le directeur faisant fonction de la direction des infrastructures et des équipements (ESIO) a pris ses fonctions en septembre 2018, en combinant ce rôle avec celui de chef de l'unité relations clients et communication, jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur de la direction ESIO par décision du Bureau en décembre 2018. Un nouveau directeur faisant fonction de la direction de l'édition et de la distribution (EDIT) a par ailleurs été nommé en novembre 2018.

Pour résumer, 2018 a été une année au cours de laquelle la DG ITEC a travaillé avec acharnement à la réalisation d'un environnement de travail unifié, efficace et axé sur l'utilisateur. La DG a travaillé sans relâche au développement de sa vision de la prestation de service dans tous ses domaines d'activité, en se concentrant sur la progression de nombreux projets, ce qui, grâce à l'engagement de nos collaborateurs, signifie que la DG ITEC est bien avancée dans les préparatifs prévus pour 2019.

# **ENVIRONNEMENT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE, OBJECTIFS ET RÉSULTATS OBTENUS**



## 2. Environnement de la direction générale, objectifs et résultats obtenus

### 2.1 La Direction générale (déclaration de mission, contexte opérationnel)

#### I. Mandat

La DG ITEC fournit au Parlement européen des services liés aux technologies de l'information et de la communication ainsi que des services de production, d'impression et de distribution de documents.

Grâce à ces services, nous contribuons à la mission d'une institution qui représente le cœur de la démocratie européenne. Nos solutions informatiques aident les députés au Parlement européen à exercer leur mandat démocratique et permettent au personnel du Parlement d'apporter aux députés de l'Union le soutien efficace dont ils ont besoin.

Nous aidons le Parlement à tirer pleinement parti du traité de Lisbonne en permettant à ses députés de tisser des liens plus étroits avec leurs circonscriptions et en facilitant les travaux parlementaires. Nous renforçons la communication institutionnelle avec les parlements nationaux, la société civile, les citoyens et nos institutions partenaires dans l'Union.

La DG ITEC s'emploie à fournir des solutions et des services qui soutiennent la politique du Parlement en se fondant sur la mobilité, la connectivité et l'interopérabilité.

#### II. Objectifs de la direction générale

Les objectifs de la DG ITEC pour 2018 ont été proposés en tenant compte des documents suivants:

- les orientations stratégiques TIC 2014-2019;

- le cadre d'exécution stratégique et son PPP.

#### 1. FOURNIR LES ÉLÉMENTS ESSENTIELS D'UN ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE INNOVANT AU PE

- Assurer la mise en œuvre complète du programme «e-Parlement» afin d'atteindre des niveaux élevés d'interopérabilité (*ITEC P1*);
- Développer l'environnement mobile pour que les députés européens et le personnel disposent d'une connectivité totale et d'un lieu de travail numérique;
- Créer un environnement interactif et convivial pour l'innovation et le travail collaboratif en exploitant également les possibilités du nouvel intranet (*ITEC P13*).

#### 2. RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE LA DG ITEC À RÉPONDRE EFFICACEMENT À L'ÉVOLUTION DES BESOINS INFORMATIQUES

- Mettre en œuvre le plan d'action en matière de cybersécurité et améliorer la capacité globale de défense de l'informatique (*ITEC P3*);



- Enrichir la plateforme d'outils et de services destinés aux députés et au personnel par l'intermédiaire de la communication unifiée (*ITEC 15*);
- Poursuivre l'alignement des stratégies en matière d'obsolescence et d'applications afin de mieux soutenir les nouveaux développements informatiques (*ITEC P7*);
- Consolider la chaîne de valeur numérique (de l'innovation à la mise en œuvre) afin de garantir un déploiement rapide des solutions, en fonction des besoins, également dans le cadre du plan informatique annuel (adoption et mise en œuvre).

### **3. CONSOLIDATION DU RÔLE DE PARTENAIRE FIABLE, RÉACTIF ET EFFICIENT DE LA DG ITEC**

- Mettre en œuvre l'indicateur clé de la DG ITEC au niveau de la DG et de la direction et améliorer constamment sa solidité;
- Promouvoir l'image de la DG ITEC et assurer une participation proactive au sein des comités horizontaux afin de renforcer la coopération;
- Continuer l'amélioration de la qualité, de la ponctualité et de la clarté de la contribution de la DG ITEC aux demandes et aux décisions des autorités politiques;
- Intégrer la gestion des risques, la protection des données, la continuité de l'activité et les exigences et outils EMAS dans les processus de la DG

ITEC (approche «dès la conception» dans toute la mesure du possible);

- Améliorer le support aux clients (députés, APA, DG, utilisateurs internes) en améliorant les services actuels et en mettant en place de nouveaux services afin d'enrichir l'offre de la DG ITEC.

### **4. RENFORCER LES RÉALISATIONS AVEC LES PARTENAIRES INTERINSTITUTIONNELS ET INTERNATIONAUX EN VUE D'AMÉLIORER L'EFFICIENCE ET DE RENFORCER LA DÉMOCRATIE**

- Participer de manière proactive à la mise en œuvre de la réorganisation de CERT-EU;
- Assurer la contribution concrète de la DG ITEC au CII et à ses organes, y compris les nouvelles équipes de projet interinstitutionnelles, afin de maximiser les gains d'efficacité;
- Tirer au mieux parti des réalisations de la DG ITEC afin de soutenir effectivement les projets de transformation informatique au sein des organisations internationales et des organes et réseaux parlementaires.

### **III. Évaluation de la faisabilité et des risques associés**

Les objectifs de la DG ITEC pour 2018 ont été mis en œuvre dans une large mesure, en dépit d'un grand nombre de risques potentiels d'ordre financier et non financier menaçant leur réalisation parmi les principaux risques transversaux relevés dans le registre des risques de la DG ITEC, notamment les suivants:

## )] Cybersécurité

La DG ITEC a renforcé sa capacité de réaction aux cyberattaques visant des informations, des systèmes et des équipements informatiques sensibles (*probabilité: très élevée; conséquences: très graves*) en poursuivant la mise en œuvre de son plan d'action pluriannuel en matière de cybersécurité, en particulier pour ce qui est du niveau de maturité dans la détection des incidents et le soutien aux utilisateurs (*campagnes de prévention et de sensibilisation des utilisateurs*).

## )] Résilience et continuité

Dans ce domaine, la DG ITEC a achevé la mise en place et la mise en œuvre d'un plan d'action spécifique afin d'atténuer le risque cerné à la suite de la panne du centre de données de 2017 (*probabilité: élevée; conséquences: modérées*). Les 18 plans d'action ont été réalisés en grande partie, ce qui a débouché sur des mesures concrètes en faveur de la gestion des dégâts, des responsabilités, de la supervision, des incidents et de la capacité de recouvrement. Enfin, des progrès notables ont également été accomplis dans la gestion de la continuité des activités. La DG ITEC a complété la cartographie et la documentation de ses plans de reprise d'activité et de ses systèmes de gestion des incidents et de communication (*Phase 4 du plan de continuité des activités du Parlement européen*). Ces actions ont renforcé l'assurance quant à la résilience des infrastructures informatiques et à la réduction du risque résiduel associé à la gestion des crises.

## )] Vie privée et règlement général sur la protection des données

Avant l'entrée en vigueur du nouveau règlement sur la protection des données au sein des institutions européennes (*en décembre 2018*),

la DG ITEC a procédé à une analyse des lacunes et, par conséquent, a établi un plan de mise en œuvre progressive de l'approche de respect de la vie privée dès la conception et par défaut dans tous ses processus informatiques et leur alignement avec les exigences du nouveau règlement (*probabilité: élevée; conséquences: majeures*).

De plus, les principaux éléments connus qui ont eu une incidence sur l'exécution du budget 2018 de la DG ITEC peuvent être résumés comme suit:

- **Gestion du renouvellement de l'équipement informatique individuel – risque modéré**

Les crédits reçus en 2018 sont restés bien en deçà du montant calculé nécessaire à la gestion du remplacement de l'équipement informatique individuel au cours de l'année. Ces dernières années, il a été possible d'acheter l'équipement individuel nécessaire grâce à un renforcement provenant d'importants virements de crédits, dont la procédure de ramassage. En 2018, un déficit d'environ **4,8 millions d'EUR** a été détecté. La DG ITEC s'est efforcée de renforcer le sous-poste 2104-05 à partir d'excédents repérés sur d'autres sous-postes. Le déficit restant a dû être comblé au cours de la procédure de ramassage de 2018, pour un total d'EUR 3 100 000.

- **Projet «MEP Office 2019+» - risque élevé**

À la fin de sa réunion du 16 avril 2018, le Bureau du Parlement européen a approuvé la stratégie immobilière actualisée du Parlement pour l'après-2019. Le projet «MEP Office 2019+» (Bureau de député 2019) vise à mettre en place un environnement de travail optimisé

pour les députés et leurs assistants parlementaires d'ici au début de la nouvelle législature en réagencant les bureaux des députés à Bruxelles afin de créer un espace de travail plus fonctionnel, flexible et adapté à leurs fonctions. Les députés bénéficieront d'un environnement de travail entièrement renouvelé au début de la prochaine législature, en 2019. Ce projet nécessite la coopération étroite de la DG ITEC en ce qui concerne les infrastructures de réseau et de câblage nécessaires pour le mettre en conformité avec les normes les plus modernes.

Le coût total lié à l'informatique a été estimé à EUR 2 622 500, soit environ 40 % pour le câblage des couloirs, 20 % pour le câblage des équipements actifs dans les locaux techniques et 40 % pour le câblage dans les bureaux. À la suite de discussions avec la DG Infrastructures et logistique (DG INLO), il a été décidé de commencer le câblage avant le début des travaux de la DG INLO, ce qui a nécessité un montant de EUR 1 500 000 dès la fin de 2018. Le complément a été reçu au titre de la procédure de ramassage pour couvrir les frais de câblage des couloirs et des équipements actifs dans les locaux techniques.

- **SAP/Oracle/ Renforcement Visualisation - Environnements de production - risque élevé**

L'achat de l'environnement de production SAP pour le projet FMS est nécessaire pour le respect des délais du projet. La DG ITEC s'est engagée à fournir un environnement de production SAP le 1<sup>er</sup> mars 2019 au plus tard. La somme de EUR 500 000 était nécessaire pour couvrir le coût de l'infrastructure de production de SAP dès 2018.

En outre, la somme de EUR 350 000 a été demandée à la fin de 2018 pour couvrir les coûts liés à l'environnement de production d'Oracle et EUR 200 000 supplémentaires pour couvrir les coûts liés à l'environnement de production de Renforcement Visualisation. Le déficit constaté a été partiellement couvert par les crédits disponibles sur le sous-poste, en partie grâce à une demande de virement «P».

- **Plan d'action - Enseignements tirés de la panne informatique - risque élevé**

À la suite de la panne informatique du 16 octobre 2017, un rapport sur les enseignements tirés de cet incident présenté au cabinet du Secrétaire général en avril 2018 recommandait la création d'un groupe de travail chargé de coordonner, de mettre en œuvre et de suivre un plan d'action, fondé sur les recommandations contenues dans le rapport. Avec l'appui du cabinet du Secrétaire général, un groupe de suivi du plan d'action «enseignements tirés de la panne informatique» a été créé dans le but de garantir que les progrès substantiels nécessaires à la continuité des activités seraient réalisés de manière coordonnée (voir le point V ci-dessous).

Des actions prioritaires relatives à la continuité des activités ont été définies pour un total de EUR 2 500 000 et ont dû faire l'objet d'une mise en œuvre urgente avant la fin de l'année. La DG ITEC a couvert une partie des coûts à partir des crédits disponibles tandis que EUR 1 981 500 supplémentaires ont été reçus au cours de la procédure de ramassage de 2018.

- **Licences ILA Microsoft 2018 - risque élevé**

À la suite d'une analyse des implications d'une transition vers le contrat d'ILA (accord interinstitutionnel de licences) 2018 de Microsoft pour l'achat de licences négocié par la Commission sous la référence de procédure DIGIT/A3/PN/2017/014, il est apparu que les prix proposés allaient engendrer des conséquences importantes pour le budget 2018 de la DG ITEC. La hausse substantielle du prix s'explique en partie par une correction du marché, alors qu'il n'y avait pas eu de hausse de prix au cours du dernier contrat, conformément à la valeur actuelle du marché. La DG ITEC a dû réunir l'intégralité de la somme à partir de ses sous-postes afin de couvrir tous les coûts y afférents.

#### **IV. Contrôle interne, gestion des risques, contrôle des activités**

Le contrôle interne, la gestion des risques et l'assurance de la continuité des activités ont continué à exercer une grande influence sur la DG ITEC en 2018, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action relatif aux enseignements tirés de la panne informatique visant à faire en sorte que les progrès conséquents soient réalisés de manière coordonnée.

La DG ITEC a nommé en 2018 un coordinateur du contrôle interne, chargé de la coordination de l'exercice d'évaluation des risques ainsi que du processus de gestion des risques, en veillant en particulier à ce que les contrôles internes soient en adéquation avec les risques qui pèsent sur la réalisation des objectifs.

En 2018, la DG ITEC a poursuivi la surveillance des risques et la mise à jour des contrôles identifiés et consignés dans le registre des risques

de la DG. Elle a porté une attention particulière à l'alignement entre les risques décelés par la DG ITEC et les risques liés aux technologies informatiques inclus dans le registre des risques transversaux du Parlement. De plus, toutes les actions et leurs contrôles résultant du plan d'action établi à la suite de la panne informatique ont été consignés, notamment les recommandations sur les exigences en matière de continuité des infrastructures informatiques.

En outre, la DG ITEC a harmonisé son approche de l'enregistrement des risques, ce qui lui confère une vue d'ensemble plus coordonnée de ses risques et de ses contrôles.

Enfin, une attention particulière a également été accordée aux risques relevés récemment, notamment les risques suivants:

- le risque pour la cybersécurité lié aux équipements informatiques sensibles, traité au moyen de la sensibilisation à la vulnérabilité et de l'application du principe de précaution;

- la conformité avec le règlement général sur la protection des données, traitée par la mise en place d'une initiative visant à fournir des orientations, un soutien, des instruments et des recommandations relatives à la protection des données.

Afin de renforcer les activités de gestion des risques du Parlement et les processus de planification et de prise de décision, la DG ITEC a établi un manuel de gestion des risques informatiques, en concertation avec le gestionnaire des risques du Parlement. Ce guide entend contribuer à rationaliser une approche et une méthodologie communes en matière de risque informatique (fondées sur des normes internationales) au Parlement européen. Il entend

fournir des orientations pour la détection, l'évaluation et l'atténuation des risques liés à la conception, au déploiement, à la maintenance et au retrait des technologies informatiques.

En ce qui concerne la continuité des activités, le principal fait saillant de l'année 2018 a sans aucun doute été l'élaboration et l'adoption des plans de reprise d'activité de la DG ITEC (*en collaboration avec l'unité de gestion de la continuité des activités du Parlement*). Cette réalisation marque une étape importante pour la DG ITEC et améliore sa capacité à mieux traiter les incidents depuis la panne informatique.

## V. Événements marquants de l'année 2018

**Semaine de l'innovation du Parlement et de la DG ITEC (Objectif 1. DG ITEC)** La semaine de l'innovation au Parlement (objectif 1. DG ITEC) a eu lieu du 19 au 21 juin 2018 à Bruxelles. Elle a été coorganisée par le cabinet du Secrétaire général et la DG ITEC, qui a organisé deux séminaires de haut niveau avec l'Union interparlementaire et Atefeh Riazi, directrice générale de l'informatique et des communications des Nations unies. Des représentants des parlements nationaux et des autres institutions européennes ont participé aux deux séminaires et à une visite du stand de l'innovation, qui présentait différents domaines tels que la bibliothèque du futur, la réalité augmentée et virtuelle, l'analyse des sentiments, la transcription vocale et l'intelligence artificielle. Cette manifestation réussie a permis de faire la publicité de l'innovation au Parlement et d'examiner les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies. Grâce à son service d'innovation, la DG ITEC continue à promouvoir, à stimuler et à introduire des solutions novatrices.

**DIGITEC 2018** Forum des institutions de l'Union (**Objectifs 1 et 4. DG ITEC**). Ce forum s'est déroulé le 20 novembre 2018 à Bruxelles. Il a rassemblé des experts en informatique et des collègues des institutions européennes afin de partager des visions et de bonnes pratiques.

Ce forum a été organisé en collaboration avec le Parlement européen (DG ITEC), la direction générale de l'informatique de la Commission européenne (DG DIGIT) et la direction des services de communication et d'information du Conseil de l'Union européenne (SMART).

Plus de 1 000 participants des institutions européennes étaient présents et plus de 600 personnes se sont connectées au flux vidéo en ligne pour ce qui constituait le plus grand événement de ce type à ce jour. Evelyne Gebhardt, vice-présidente du Parlement européen, Mariya Gabriel, commissaire européenne et les députés au Parlement européen Eva Kaili et Seán Kelly figuraient également parmi les présents.

La manifestation a connu un succès retentissant, avec 35 orateurs issus de groupes internationaux, de petites entreprises, du monde universitaire et du secteur gouvernemental; six tables rondes et sessions consacrées à l'informatique en nuage, à l'intelligence artificielle, à la cybersécurité, à l'accessibilité des utilisateurs ainsi qu'aux données et aux services publics numériques, ainsi que douze projets informatiques internes conclus avec succès, ont été mis en avant par des équipes interinstitutionnelles.

Les **Journées hors les murs de la hiérarchie (SG P11)**, destinées à la direction de la DG ITEC et dirigées par Giancarlo Vilella, ont eu

lieu en juin 2018. Les séminaires ont notamment porté sur les succès et les transformations déjà réalisés ainsi que sur la DG ITEC aujourd'hui et les défis à relever dans un avenir proche. Ils ont renforcé l'importance de la coopération et de la communication interne à la DG ITEC pour garantir la vaste gamme de services informatiques de qualité rendus à l'ensemble des députés et du personnel du Parlement en assurant des solutions mobiles, un support effectif et des services multimédias. Par conséquent, à partir de septembre, l'ensemble des principaux sujets abordés lors de la réunion mensuelle de la direction de la DG ITEC ont été partagés avec tous les collègues de la DG ITEC afin d'améliorer la sensibilisation et la collaboration.

La **sensibilisation à la cybersécurité** a été mise en avant tout au long du mois d'octobre - °CyberSecMonth (mois de la cybersécurité). La DG ITEC a fourni aux usagers des conseils de sécurité et des articles sur les questions de sécurité dans ses lettres d'information hebdomadaires et du contenu partagé sur les médias sociaux, en plus de sa participation à des événements clés. L'objectif de la campagne était de sensibiliser et de mieux informer les utilisateurs sur le rôle qu'ils jouent dans la prévention et la réduction des menaces informatiques.

Les **représentants de haut niveau de la Chambre des députés et du Sénat italiens** ont effectué une visite d'étude auprès de la DG ITEC en novembre 2018, à la suite d'une demande des institutions italiennes. L'objectif de cette visite était de tirer des enseignements des bonnes pratiques et expériences dans le domaine de l'e-Parlement et de la numérisation des processus parlementaires au sein du Parlement européen, tant au niveau de la gestion qu'au niveau technique.

Le **documentaire de la DG ITEC sur l'accessibilité numérique** a été projeté le 4 décembre 2018, à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées (le 3 décembre). Ce documentaire, produit par le service communication de la DG ITEC, présente l'expérience des personnes handicapées qui travaillent au Parlement. Il entend mettre en évidence l'importance de l'accessibilité numérique et montrer les résultats atteints par le Parlement ainsi que les domaines dans lesquels il doit encore progresser. L'importance de la vertu d'exemple du Parlement en matière d'accessibilité numérique a été fortement soulignée, et Evelyn Gebhardt, vice-présidente du Parlement européen, a rappelé l'engagement de la DG ITEC à rendre le Parlement accessible du point de vue numérique.

La **journée portes ouvertes de l'Union** a eu lieu à Strasbourg le 10 juin 2018. La DG ITEC y a participé et de nombreuses personnes de tous âges ont visité le stand et participé aux activités organisées.

## 2.2 Résultats clés et progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs

Le large éventail des réalisations de la DG ITEC pour 2018 dans la mise en œuvre des objectifs stratégiques est organisé en catégories qui correspondent à quatre défis principaux: la réalisation des éléments clés d'un environnement numérique innovant au Parlement, la modernisation de l'infrastructure et de l'environnement informatiques du Parlement, une culture et un service axés sur les clients, et enfin des activités interinstitutionnelles et internationales.

## Réalisations au titre du cadre d'exécution stratégique

Le portefeuille de projets sous la responsabilité de la DG ITEC a régulièrement augmenté en 2018, à la suite du réexamen du cadre d'exécution stratégique. Le CES de la DG ITEC a donc été révisé et aligné en conséquence.

Les principales réalisations suivantes peuvent être mises en évidence dans les projets qui relèvent de la responsabilité de la DG ITEC:

**Desktop to Hybrid (ITEC P14):** Le projet «Desktop to Hybrid» s'est achevé avec succès à la mi-2018 après le déploiement conséquent de 500 terminaux hybrides dans l'ensemble du Parlement européen. L'enquête menée au cours du projet a montré un taux de satisfaction de 87 %, grâce à l'approche suivie. Les trois principaux objectifs du projet ont été atteints. Premièrement, le déploiement à grande échelle a été démontré avec succès. Deuxièmement, les appareils hybrides répondent parfaitement aux nouveaux besoins en matière de mobilité et le remplacement des ordinateurs de bureau et des ordinateurs portables peut être envisagé dans ces conditions. Troisièmement, le projet pilote est allé dans le sens de la politique de répartition des équipements en apportant des réponses aux utilisateurs mobiles. Quelques recommandations ont été publiées afin de favoriser et de faciliter le déploiement des appareils hybrides dans l'avenir.

**Projet d'impression efficace (ITEC P12):** La DG ITEC est chargée d'apporter des solutions de publication et d'impression au Parlement. Dans le cadre du projet d'impression efficace, de nouveaux appareils multifonctions Canon pour l'impression, la copie et la numérisation de documents ont été installés et permettent d'imprimer de façon mobile et plus efficace: les

documents à imprimer peuvent être récupérés sur n'importe quel appareil Canon en utilisant son badge du Parlement pour s'authentifier. Les imprimantes Ricoh seront remplacées début 2019 pour tous les utilisateurs dans l'ensemble des DG. Le déploiement des 150 premiers appareils a commencé à l'automne 2018 dans les trois lieux de travail du Parlement. À la suite de cette phase pilote, la phase de production a débuté en décembre 2018 et prévoit l'installation et la mise en fonction de 250 appareils supplémentaires d'ici le début de 2019.

**Programme e-Parlement (ITEC P1):** Dans le cadre du programme e-Parlement, la DG ITEC a réalisé de nouvelles normes ouvertes, permettant une meilleure qualité d'information. Ces avancées dans les normes web pour la consultation des informations parlementaires facilitent l'interopérabilité et offrent aux citoyens un meilleur accès aux textes parlementaires tout en assurant la transparence à tous, des citoyens aux députés en passant par les autres institutions. L'accès aux documents parlementaires et législatifs peut favoriser une coopération accrue entre les institutions grâce au recours à des normes ouvertes communes, ce qui débouche sur un meilleur accès du public aux informations. Ces initiatives commencent à être coordonnées au niveau interinstitutionnel.

**Passation de marchés publics en ligne (ITEC P2):** Pour le projet de **passation de marchés publics en ligne**, le module de soumission électronique des offres est opérationnel et les deux premiers appels d'offres ont été publiés. Des progrès supplémentaires ont été accomplis sur les modules de requête et de facturation électroniques. Les premiers essais sont en cours.

### **Programme sur la communication unifiée (ITEC P15): - infrastructure de distribution**

**TV:** En juin 2018, l'actualisation de l'ancienne infrastructure de télédistribution a commencé avec l'installation de nouvelles télévisions dans la perspective du pilote de nouvelle plateforme de télédistribution (IPTV). La nouvelle plateforme IPTV se base sur la technologie IP (protocole internet) et remplacera l'ancien système analogique. Elle peut se connecter à tout endroit des trois grands sites du Parlement, où le réseau du Parlement est disponible. Elle offre aux députés une meilleure qualité d'image, plus de chaînes et une interface intuitive.

L'outil de communication Jabber a été déployé chez tous les utilisateurs du PE (députés, APA, AL, personnel administratif), télétravailleurs inclus.

**Intégration de l'innovation (ITEC P13) - Plateforme «Innovate 2.0»:** Le 19 juin, l'équipe du projet Intégration de l'innovation a lancé la nouvelle plateforme Innovate 2.0, qui a depuis été étendue aux DG PERS, INLO, LINC, TRAD et EPRS ainsi qu'à l'unité EMAS (en novembre 2018 pour les DG TRAD et EPRS ainsi que pour l'unité EMAS), un lancement suivi par l'ouverture d'espaces d'innovation dédiés afin de recueillir et de présenter de nouvelles idées ou améliorations. L'accueil a été un véritable plébiscite puisque plus de 80 idées exploitables ont déjà été présentées. En temps utile, la DG ITEC espère étendre la plateforme à toutes les DG afin d'encourager la diffusion d'une culture de l'innovation dans tout le Parlement.

**Carte des activités (ITEC P9):** Une nouvelle version de la carte des activités a été lancée en avril 2018, ce qui a supposé plus de 70 ateliers de consultation des collègues dans toutes les

DG du Parlement. L'objectif est de permettre une évaluation plus efficace des idées candidates des DG clientes avant leur inscription dans le programme informatique 2019. La nouvelle carte des activités donnera une image complète des activités du Parlement, groupées par domaine d'activités, tout en fournissant également des informations utiles sur les applications informatiques supportées par domaine d'activités.

Bon nombre d'améliorations de l'architecture et des services informatiques du Parlement ont été testées et mises en œuvre au cours de l'été 2018 afin d'accroître la sécurité et de renforcer les performances en vue des élections européennes de 2019. Les nouveaux services, caractéristiques, équipements et mises à niveau garantiront une structure informatique plus solide, stable et opérationnelle.

**Programme de gestion de l'obsolescence informatique (ITEC P7):** L'obsolescence est le processus qui consiste à «devenir hors d'usage». La gestion de l'obsolescence est nécessaire pour que toutes les applications actuelles continuent de fonctionner efficacement grâce à des économies d'échelle en évitant le maintien de compétences spécifiques coûteuses et de licences logicielles pour des technologies qui peuvent être remplacées par des versions plus récentes et, parfois, par des technologies open source moins coûteuses. Ces quatre dernières années, près de deux cents applications ont été concernées au Parlement. Le but du programme est de centraliser le remplacement de technologies dépassées à la DG ITEC par des solutions plus récentes d'ici la fin 2018. Le cadre stratégique pour les applications informatiques, qui comprend l'horloge technologique du Parlement (ITEC P9), succé-



dera au programme de gestion de l'obsolescence informatique lorsque celui-ci sera terminé afin de permettre la gestion continue de l'obsolescence de toutes les solutions informatiques au Parlement.

**Projet ICT4MEPs (PPP ITEC 6):** La phase finale du projet ICT4MEPs a été présentée à deux stands d'information au Parlement européen à Bruxelles et à Strasbourg dans le but de sensibiliser et d'informer. Ce projet vise à fournir un support informatique étendu aux députés et à leurs assistants, tant dans les locaux du Parlement que dans leur circonscription. Le bureau numérique permet de travailler plus efficacement et plus confortablement sur matériel mobile grâce à une amélioration de l'interopérabilité, de la communication et de la collaboration.

**Black Box indépendante.** Le rôle de la DG ITEC est d'améliorer la gouvernance des initiatives informatiques et d'accroître l'assurance de la bonne mise en œuvre des nouvelles solutions informatiques en améliorant le recours aux cadres de gestion de projets et aux bonnes pratiques.

L'une des grandes missions de la DG ITEC est la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de ses systèmes par la surveillance et la vérification constantes de leur performance et de leur sécurité.

La Black Box est un procédé d'audit d'un logiciel donné sur la base de sa fonctionnalité sans connaître ses structures et détails internes et sans disposer de droits d'accès particuliers.

La réalisation de cet audit par des acteurs externes qualifiés est l'un des procédés les plus fiables (également dénommé Black Box indépendante) pour simuler des attaques de pirates

informatiques extérieurs et c'est ce que la DG ITEC a décidé de faire au moins une fois par an (sur recommandation de la commission LIBE).

Les cibles de la Black Box indépendante sont tous les systèmes d'information exposés à l'internet. Les systèmes suivants ont fait l'objet d'un audit ces dernières années (2015-2018):

- Europarl, site web de l'institution, et ses composantes
- Webmail: l'interface web d'accès à la messagerie électronique des utilisateurs
- l'extranet: l'accès web aux applications compatibles
- l'infrastructure MDM: les systèmes d'accès sécurisé par appareil mobile
- le Remote Desktop System: l'infrastructure permettant le bureau virtuel à distance
- les sites web des groupes politiques
- les sites web consacrés à des thèmes spécifiques
- les serveurs d'infrastructure.

Les travaux réalisés dans le cadre de ces actions ont permis de mettre en place la résilience et d'améliorer l'assurance et la sécurité de l'infrastructure et des activités informatiques du Parlement.

Néanmoins, certaines actions restent inachevées, comme les initiatives relatives aux processus d'élaboration de rapports d'activités ou le projet pilote «From Desktop to Hybrid», sur lesquels la DG ITEC continuera de travailler en 2019.

Une attention particulière sera accordée à l'audit externe des systèmes d'appui aux élections

européennes. De la sorte, les sites web et les applications développées seront testés afin de garantir un service sécurisé aux utilisateurs du Parlement européen et aux citoyens européens.

**Gestion du stock au Parlement européen:** iSTOCKS est la première solution SAP-ERP du Parlement. Elle a été mise en service en octobre 2018. Mis au point par la DG INLO et la DG ITEC, ce nouvel outil informatique facilite la gestion du stock de meubles dans les différents entrepôts du Parlement. Cette solution fournit une source de données fiable pour les éléments stockés et les niveaux de stocks, en plus d'accroître l'efficacité et l'efficience des processus d'activités logistiques en appliquant les bonnes pratiques du secteur et en fournissant les outils d'information nécessaires pour la planification et la prévision des activités. Ce nouvel outil informatique améliore la prestation de service en temps utile et la productivité grâce à l'automatisation des processus manuels. Son développement a bénéficié d'une excellente coopération transversale entre les deux DG.

En amont de l'entrée en vigueur du **règlement général sur la protection des données (RGPD)**, la DG ITEC a travaillé en étroite collaboration avec le service de la protection des données pour renforcer ses pratiques existantes en matière de protection des données. Elle a procédé à une analyse des lacunes afin d'évaluer l'adéquation et la conformité de ses processus et activités informatiques actuels avec le nouveau RGPD.

#### **Programmes informatiques 2018 et 2019**

L'état d'avancement des travaux sur le plan informatique 2019 a été présenté le 7 février 2019 devant le comité de pilotage pour

l'innovation informatique, composé du Secrétaire général et des directeurs généraux du Parlement.

Par rapport à l'année 2017, l'année 2018 a vu une augmentation importante du nombre de demandes présentées pour des projets tant centralisés (98 en 2018 contre 75 en 2017) que décentralisés (37 en 2018 contre 25 en 2017).

Malgré cela, il a été possible de maintenir en 2018 un ratio de réalisation de projet presque identique à celui de 2017:

À la fin de l'année 2018, sur les 338 projets prévus, 74 % étaient terminés ou en cours, et seuls 14 % n'avaient pas encore été entamés. Les 12 % restants étaient soit suspendus, soit annulés.

En prenant en compte uniquement les projets centralisés directement coordonnés par la DG ITEC, 74 % ont été terminés ou sont en cours, et seuls 15 % n'ont pas été entamés. 6 % des projets ont été annulés et 5 % sont suspendus.

Le processus d'adoption du programme informatique 2019 s'est déroulé sans heurts, grâce à une très bonne coopération avec les analystes opérationnels des DG clientes et les chefs des unités informatiques.

Sur les 118 demandes de projets soumises pour 2019, 59 % devraient commencer en 2019 et 14 % seront réévaluées au cours du programme informatique 2020.

20 % des requêtes ont déjà commencé à être traitées en 2018. Seuls 4 % des demandes ont été rejetées et 3 % sont en cours de clarification.

En raison de la demande croissante de projets informatiques et compte tenu du nouveau PPP 2019-2021, qui contiendra certainement de

nombreux projets présentant un volet informatique, il importe de modifier le programme informatique 2020 de sorte à garantir que la DG ITEC mène à terme les projets les plus stratégiques.

Au cours de la présentation susmentionnée du 7 février, le Secrétaire général a chargé la DG ITEC de consulter le groupe de pilotage inter-DG sur l'informatique et de lui fournir des propositions sur la manière d'adapter le programme informatique 2020. Le travail préparatoire à cet effet a déjà commencé.

**Nouveaux lancements informatiques:** parmi les projets informatiques réalisés par la DG ITEC en 2018, citons en particulier les suivants:

- ) MRS
- ) ePortal
- ) conception de sites webs réactifs au sein d'Europarl
- ) iStocks
- ) CoMOVE
- ) Rapports de cycle I (Projets de rapports INI PR/PA)
- ) Pilotes d'éditeur de tableaux pour les trilogues
- ) application PERFORM
- ) établissement des IPC d'activité pour l'e-Parlement
- ) à destination des citoyens: Portail, application Android, application iOS
- ) NewPrequest
- ) KM/Redmap: améliorations importantes
- ) Projets SharePoint/Confluence/Jahia/Jira:
  - Union interparlementaire
  - Communauté de pratique des analystes opérationnels
  - Base de données de la jurisprudence de la fonction publique

- Connecteur Sharepoint pour CA PPM Clarity
- INTA - Espace de travail collaboratif à documents limités
- DG IPOL / ThinkPro
- DG PERS / Bien-être
- DG PERS / Missions
- DG LINC / Profils de connaissance (KPI)
- Cabinet du Secrétaire général:
  - Équipe de ressources

Dans le cadre de sa **stratégie de sensibilisation à la cybersécurité**, le responsable de la sécurité informatique (CISO) et ses services ont continué de renforcer cette activité tout au long de l'année 2018 grâce à trois ateliers consacrés à la cybersécurité le 25 avril - présentation aux LSA sur les méthodes de piratage, le 18 mai - sensibilisation à la cybersécurité pour les APA et le 24 septembre - présentation sur la cybersécurité pour les groupes politiques et les partis politiques. Deux autres initiatives ont été organisées en octobre et en novembre à destination du grand public du Parlement.

#### **Activités interinstitutionnelles et internationales**

Des activités institutionnelles importantes ont eu lieu au cours de la période couverte par le présent rapport et ont mis en avant le **rôle de chef de file que tient la DG ITEC dans le domaine de l'innovation et de la transformation numérique:**

- La DG ITEC a continué de jouer un rôle de premier plan dans le soutien aux activités de la CERT-UE, en augmentant sa contribution à la capacité de l'organisation. La DG ITEC s'est engagée à doubler les ressources y allouées.

- La DG ITEC a continué à participer et à soutenir les activités du **comité interinstitutionnel de l'informatique**, a été étroitement associée aux travaux du groupe de travail sur l'informatique en nuage, aux initiatives liées à l'environnement de travail numérique et au lancement, sous sa direction, de l'initiative «Co-innovate and Co-create», qui vise à rationaliser l'approche commune des institutions de l'Union en matière d'innovation technologique.

- la coopération avec **l'Union interparlementaire (UIP)** s'est poursuivie sur la lancée des progrès réalisés en 2017. Elle a débouché sur le lancement de la plateforme de gouvernance informatique de la DG ITEC en tant que contribution officielle à l'initiative du centre mondial de l'innovation au sein des parlements, coordonnée par l'UIP. ITEC espère signer un protocole d'accord avec l'UIP courant 2019. À cet égard, il convient de signaler que la DG ITEC a contribué à répondre aux besoins du Parlement panafricain en matière de renforcement des capacités informatiques grâce à une mission d'expertise effectuée en novembre 2018.

Les résultats de **l'activité ex ante** concernent 881 engagements budgétaires, 72 liquidations d'engagements budgétaires, 3 076 ordres de paiement et 95 ordres de recouvrement, la vérification de 9 appels d'offres avant publication et de 11 appels d'offres avant l'attribution du marché.

Enfin, la DG ITEC a consolidé son excellente tendance à l'exécution des paiements dans les délais. Ces résultats, consolidés sur les quatre dernières années, sont d'autant plus positifs que le volume des paiements annuels a augmenté. En moyenne, la DG ITEC paie 5,6 jours plus vite que la moyenne du Parlement et ne

prend que 12 jours pour compléter le circuit financier. De même, des résultats impressionnants ont été enregistrés dans la réduction des retards de paiement. En quatre ans en effet, le nombre de retards de paiement est passé de 259 à 15 seulement en 2018.

### Indicateurs clés

À la suite de la demande du Secrétaire général de formuler un indicateur clé pour chaque DG, qui rendrait compte, en substance, de l'essentiel de son activité et de sa valeur ajoutée à l'institution, la DG ITEC a poursuivi l'analyse et le suivi de son indicateur de réactivité / délai de réalisation, qui représente la capacité de la DG ITEC à répondre aux demandes des utilisateurs et des partenaires dans tous les domaines d'activité de manière rapide et efficace.

Les résultats des indicateurs pour 2018 sont les suivants:

<u>Indicateurs</u>	<u>Résultats</u>
<b>Délai de paiement</b>	99,5 % des paiements dans les délais
<b>Délai d'impression</b>	91,9 % des demandes d'impression livrées dans les délais.
<b>Délai de modélisation des processus d'entreprise</b>	25 % des modélisations des processus opérationnels (1 sur 4 achevée).
<b>Délai de réalisation du projet (moins d'1 an)</b>	47 % (17 projets réalisés au total).
<b>Délai de réalisation du projet (2 ans)</b>	53 % (19 projets au total), dont 28 % réalisés > 1 an < 2 ans (total

	10 projets) et 25 % réalisés 2 ans (total 9 projets).	soutien de premier niveau.
<b>Délai de réparation</b>	100 % des incidents ont été réparés dans les délais.	Bien que ces résultats montrent que la performance globale de la DG ITEC en 2018 a été satisfaisante dans l'ensemble, ils montrent également que des améliorations restent nécessaires en 2019 afin de répondre aux besoins et aux attentes de l'organisation et de ses parties prenantes du point de vue de la prestation de services.
<b>Délai d'innovation</b>	87,5 % dans les délais (7/8 PMV).	
<b>Délai de résolution</b>	71,83 % des problèmes ont été résolus par un	

# GESTION DES RESSOURCES



## 3. Gestion des ressources

### 3.1 Ressources humaines

TABLEAU DES EFFECTIFS

au 01/01/2018					au 01/01/2017				
	AD	AST	AST/SC	Total		AD	AST	AST/SC	Total
Postes permanents	121	332	11	464		120	351	6	477
Postes temporaires	3	5	0	8		3	5	0	8
<b>Total</b>	<b>124</b>	<b>337</b>	<b>11</b>	<b>472</b>		<b>123</b>	<b>356</b>	<b>6</b>	<b>485</b>

AGENTS EN POSTE AU 31/12/2018

Fonctionnaires	106	296	7	409
Agents temporaires	6	13	1	20
- sur postes temporaires	2	4	0	6
- sur postes permanents	3	4	1	8
- en compensation de temps partiel	1	5	0	6
Agents contractuels				55
Experts Nationaux Détachés (ENDs)				0
Intérimaires				0
<b>Total</b>				<b>484</b>

La hiérarchie de la DG ITEC a connu plusieurs changements au cours de l'année écoulée. En septembre 2018, le directeur général de la DG ITEC a quitté ses fonctions pour bénéficier d'une bourse à l'Institut de l'Union européenne à Florence.

Depuis septembre 2018, le directeur faisant fonction de la direction des infrastructures et

des équipements (ESIO) a réussi à combiner ce rôle avec un deuxième poste, à savoir:

sa qualité de chef de l'unité relations clients et communication jusqu'à la nomination, par décision du Bureau en décembre 2018, du nouveau directeur d'ESIO. Le nouveau directeur faisant fonction de la direction de l'édition et de

la distribution (EDIT) a été nommé en novembre 2018 à la suite du départ à la retraite de son prédécesseur.

Tout au long du dernier trimestre de 2018, beaucoup a été fait pour garantir la poursuite de l'optimisation de la DG ITEC. La première phase du processus d'optimisation de la DG commencera dès le début de 2019 par la créa-

tion de trois nouvelles unités: soutien aux projets (PROSUP), soutien informatique aux députés (MEPITSUP) ainsi qu'architecture et ingénierie (ARCHENGI) - sans oublier le repositionnement du service de configuration standard au sein de l'unité EQUILOG.



## 3.2 Gestion financière et budgétaire

### CRÉDITS FINAUX ET CRÉDITS INITIAUX

Dans le budget initial de la DG ITEC pour 2018, les crédits autorisés représentaient au total EUR 117 458 640, soit une diminution de EUR 1 417 260 (1 %) par rapport au budget initial de 2017, qui s'élevait à EUR 118 875 900.

Au 31 décembre 2018, le montant total des crédits finaux s'élevait à EUR 123 995 170. La différence de EUR 6 536 530 entre les crédits finaux et les initiaux s'explique par les motifs détaillés ci-dessous.

- Virements, s'élevant à EUR 200 570, pour des projets informatiques décentralisés à la DG LINC, à la DG PRES et à la DG EXPO;
- Renforcement du sous-poste 2105 à hauteur de EUR 350 000 par la DG FINS;
- Renforcement du sous-poste 2105 à hauteur de EUR 60 000 par la DG LINC;
- Renforcement du sous-poste 2140 à hauteur de EUR 50 000 par la DG INLO;
- Renforcement du sous-poste 2105 à hauteur de EUR 34 750 par la DG LINC;
- La procédure de ramassage 2018, durant laquelle un complément de EUR 6 581 500 a été reçu et la somme de EUR 339 150 a été mise à disposition par la DG ITEC.

Il importe de mentionner qu'au cours de l'année 2018, la DG ITEC s'est efforcée de financer autant que possible les déficits décelés

sur ses propres crédits, ce qui explique le grand nombre de virements pendant l'année.

La situation des virements au 31 décembre 2018 est la suivante:

#### ➤ EXERCICES DE RAMASSAGE 2018:

Eu égard au déficit du sous-poste 2104, un renforcement a été reçu au cours de la première procédure de ramassage pour la somme de EUR 6 581 500 (VIR C9).

Des crédits d'un montant de EUR 339 150 ont été renvoyés au cours de la deuxième procédure de ramassage 2018.

#### ➤ VIREMENTS EN FAVEUR DE PROJETS INFORMATIQUES DÉCENTRALISÉS DEPUIS LA RÉSERVE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL - 2105-03:

Dans le contexte de la gestion décentralisée des projets informatiques au Parlement européen (*note du secrétaire général GEDA D(2013)7746 du 28 mars 2013*), une réserve stratégique au sous-poste 2105 (*sous-poste 2105-03 - gouvernance TIC*) est gérée annuellement par la DG ITEC.

Chaque fois qu'un financement supplémentaire est nécessaire pour un projet informatique décentralisé, une demande est présentée pour approbation au secrétaire général, avant de présenter la demande de virement à la DG FINS.

En 2018, un total de 951 000 EUR de crédits a été mis à disposition pour ces activités. Un total de 89 664 EUR a été demandé par la DG LINC (58 000 EUR) et la DG PRES (31 664 EUR),

pour, respectivement, un outil de soutien aux interprètes pour la préparation aux réunions et financer la réorganisation des bases de données Microsoft Access de la direction des actes législatifs.

En outre, la DG ITEC a demandé un financement de la réserve, approuvé par le secrétaire général, à hauteur de 861 336 EUR pour couvrir les coûts liés au projet d'éditeur de tableaux pour les trilogues, au projet de technologies de transcription vocale, au projet e-Parlement (projet Q+ et support supplémentaire dans le cadre du bureau d'appui au programme), à la transformation du système D'Hondt actuel du Parlement en version mobile, au développement de l'application Citizens App et à des améliorations de fond de Pericles.

D'autres demandes de financement de projets informatiques décentralisés, émanant de la DG EXPO (30 000 EUR) et de la DG PRES (80 906 EUR) pour, respectivement, le redéveloppement du site internet de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée et la réorganisation des bases de données Microsoft Access de la direction des actes législatifs, ont débouché sur le financement de ces virements sur les crédits propres de la DG ITEC pour 2018.

### ➤ VIREMENTS S ET P:

Pour la période couverte par le présent rapport, les virements S effectués consistaient en 4 virements entrants d'autres DG du PE (494 750 EUR), 2 virements sortants vers la DG

EXPO et la DG PRES (110 906 EUR), 7 virements SEC-GEN décentralisés (951 000 EUR) et 5 virements de rééquilibrage interne (1 998 461 EUR).

En outre, trois virements P de rééquilibrage ont été effectués pour un montant total de 6 587 218 EUR.

## CRÉDITS FINAUX ET CRÉDITS ENGAGÉS

Au 31 décembre 2018, le montant total des crédits finaux s'élevait à EUR 123 995 170, les engagements totaux ayant atteint EUR 123 167 804, soit 99 % des crédits finaux.

## CRÉDITS ENGAGÉS ET PAYEMENT EFFECTUÉS

Au 31 décembre 2018, les engagements atteignaient un montant total de EUR 123 167 804 et le total des paiements se chiffrait à EUR 79 739 456, soit 65 % de tous les engagements contractés.

La différence entre les crédits engagés (99 %) et les paiements effectués (65 %) résulte des services et fournitures commandés en 2018 pour lesquels les fournisseurs n'ont pas encore établi de facture.

à EUR 42 854 809, soit 98 % des crédits reportés pour tous les postes de la direction générale. La DG ITEC ne fait état d'aucun report non automatique de 2017 à 2018.

---

## UTILISATION DES CRÉDITS REPORTÉS AUTOMATIQUEMENT ET NON-AUTOMATIQUEMENT DE 2017 À 2018

Les crédits reportés automatiquement à l'exercice 2018 se montaient à EUR 43 923 092. Au 31 décembre 2018, les paiements s'élevaient

---

## UTILISATION DES CRÉDITS CORRESPONDANT À DES RECETTES AFFECTÉES

Les recettes affectées de la DG ITEC proviennent du recouvrement des montants dus au titre des accords administratifs conclus avec le Médiateur européen, l'agence de voyages BCD et le contrôleur européen de la protection des données (pour les frais téléphoniques, l'achat de matériel informatique et de logiciels, l'utilisation de serveurs virtuels, etc.) et au titre des sanctions encourues lorsqu'un sous-traitant n'a pas respecté ses obligations contractuelles.

Les montants recouverts ne sont pas significatifs au regard du budget total de la DG ITEC et ils permettent de couvrir certaines opérations exceptionnelles ou imprévues.

## Situation des crédits de dépenses spécifiques/recettes affectées

Les recettes affectées disponibles au 31 décembre 2018 s'élevaient à EUR 1 003 884, les engagements à EUR 399 359, soit 40 % des recettes affectées disponibles, et les paiements à EUR 50 580.

## Situation des crédits reportés sur dépenses spécifiques/recettes affectées

Le total des crédits reportés sur les recettes affectées s'élevait à EUR 263 498. Au 31 décembre 2018, les paiements s'élevaient à EUR 215 664, soit 82 % des recettes affectées reportées.

Le solde des engagements sur recettes affectées reportés à 2018 était de EUR 910 162, dont EUR 906 502 de paiements, soit 99,6 %.

**ÉVALUATION ET EFFICACITÉ DU  
CONTRÔLE INTERNE Y COMPRIS  
UNE ÉVALUATION GLOBALE DU  
RAPPORT COÛT/EFFICACITÉ ET  
PERFORMANCE**



## 4. Évaluation et efficacité du contrôle interne y compris une évaluation globale du rapport coût/efficacité et performance

### 4.1 Évaluation de l'efficacité et d'efficience du contrôle interne

L'évaluation de l'efficacité des contrôles internes à la DG ITEC en 2018 a confirmé la solidité de l'architecture globale de contrôle interne. Cette architecture est renforcée par les activités transversales d'une unité de la direction de l'innovation et des ressources, qui se charge d'assister l'encadrement supérieur en vue d'une bonne circulation de l'information.

La qualité de l'information disponible au moyen de divers supports numériques, dont Clarity pour les projets informatiques, les aperçus mensuels du niveau des dépenses pour l'ensemble de la DG et les systèmes d'information prévus dans les marchés pour plusieurs activités essentielles de la DG ITEC (*dont le support, le développement, la maintenance et les opérations*), permet un suivi constant réalisé au premier niveau de la hiérarchie et au niveau de l'encadrement supérieur grâce au système consolidé de réunions régulières de suivi. Elle bénéficie de la présence solide et de la contribution de la hiérarchie aux activités des organes administratifs du Parlement ainsi que de la présentation régulière de rapports et de la mise en œuvre des décisions adoptées.

En 2018, l'évaluation a relevé des améliorations sensibles dans la mise en œuvre des normes de contrôle interne suivantes:

- Affectation du personnel et mobilité
- Évaluation et développement du personnel
- Processus de gestion des risques
- Supervision par la direction
- Continuité des activités
- Évaluation des systèmes de contrôle interne
- Rapports d'audit

Les détails de l'analyse figurent à l'annexe V.

Après avoir consolidé le système global de suivi, y compris les ressources humaines qui s'en chargent, la DG ITEC procédera à l'évaluation des coûts et des avantages du contrôle interne en 2019.

La DG ITEC a mis en place la structure organisationnelle ainsi que les systèmes de contrôle interne adaptés à l'exécution de ses tâches en tenant compte des risques associés à l'environnement de gestion. L'ordonnateur délégué évalue de manière continue l'efficacité et l'efficience des systèmes de contrôle interne, en vue de s'assurer qu'ils fonctionnent comme

prévu et que toute faiblesse détectée soit corrigée.

L'unité Gestion des marchés et contrats de la DG ITEC centralise tous les aspects liés aux marchés publics et aux contrats. Elle assiste toutes les unités pour rédiger, publier et octroyer l'ensemble des marchés publics de la DG, ce qui recouvre des activités de conseil juridique à la DG et à sa hiérarchie. L'unité effectue également le suivi de l'exécution des contrats et de leur bonne exécution au regard des indicateurs clés de performance prédéfinis.

Les délégations de signatures au sein de la DG ITEC sont établies selon les modèles standard et la gestion centralisée de toutes les délégations financières est assurée par l'unité Gestion des ressources financières de la DG. Cette dernière centralise tous les aspects de la fonction de soutien à l'initiation financière et assure tous les aspects de conformité, de la préparation du budget à l'établissement de rapports en passant par l'exécution budgétaire et la clôture de fin d'exercice. Tous les initiateurs financiers s'appuient sur des listes de vérification (une pour chaque type d'opération financière) pour veiller à la conformité des dossiers. Des rapports de suivi concernant les engagements, les paiements, etc. sont établis sur une base hebdomadaire pour les unités opérationnelles et des rapports mensuels détaillés sont fournis à la hiérarchie lors des réunions mensuelles de celle-ci à Strasbourg, ainsi que sur demande le cas échéant.

La vérification ex ante assure une fonction de soutien primordiale à tous les aspects liés aux

marchés, aux contrats, aux opérations financières et aux opérations budgétaires de la DG ITEC et a de nouveau procuré en 2018 un important élément d'assurance dans l'identification rapide d'irrégularités possibles et, en fin de compte, une assurance certaine à tous les ordonnateurs de la DG ITEC en matière de légalité et de régularité.

Le service de vérification ex ante est compétent pour la vérification de tous les aspects opérationnels et financiers des opérations budgétaires de la DG ITEC. Une équipe de vérificateurs procède à des vérifications en amont pour toutes les opérations budgétaires présentées par les initiateurs financiers de l'unité Gestion des ressources financières (propositions d'engagements, ordres de paiement, entrées et sorties de l'inventaire, ordres de recouvrement et liquidation des engagements). Sur la base du dossier et des pièces justificatives transmises, le service ex ante peut approuver la proposition, suspendre l'approbation ou formuler des observations.

La conformité d'une proposition avec les règles en vigueur est garantie grâce à des listes de vérification, à la communication des erreurs par courriel, téléphone ou lors des réunions avec les acteurs opérationnels responsables et à la prise des mesures correctrices qui s'imposent. Le suivi et la vérification des dossiers dans FINORD interviennent très rapidement et le service ex ante tient un registre de toutes les erreurs, exceptions et irrégularités détectées,

ceci à des fins d'établissement des rapports d'activité périodiques et annuels.

La DG ne procède actuellement à aucun contrôle ex post. Elle entend examiner si ce niveau de contrôle supplémentaire est nécessaire pour améliorer encore le processus.

## 4.2 Évaluation des coûts et avantages des contrôles

La DG ITEC utilisera une méthode reconnue et éprouvée pour évaluer les coûts et les avantages de ses contrôles internes et être prête à en rendre compte dans le rapport annuel d'activités 2019.

## 4.3 Synthèse des audits internes et externes

Au cours de la période couverte par le présent rapport, la DG ITEC n'a cessé d'œuvrer pour améliorer ses activités dans le domaine de la continuité et de la résilience informatiques. À la suite de la panne informatique d'octobre 2017, notamment, un rapport des enseignements tirés et un plan d'action ont été préparés afin de définir les actions nécessaires à l'atténuation des risques et à l'exigence de continuité pour assurer une plus grande capacité de continuité des activités informatiques du Parlement.

De manière plus spécifique, en 2018, une série d'actions ciblées mises en place dans le cadre du suivi transversal annuel de l'audit interne ont débouché sur les principaux résultats suivants:

- amélioration de l'exigence globale de continuité de l'infrastructure informatique avec une réduction du niveau du risque, qui passe d'élevé à modéré; (**rapport 14.08 – action 5**).
- mise en place des procédures voulues pour empêcher l'accès des développeurs aux bases de données de production, ce qui permet de réduire le niveau de risque d'élevé à modéré; (**report 15.04 – action 4**).

La clôture de quatre actions pour:

- répondre aux besoins de continuité par le déploiement d'infrastructures supplémentaires pour le centre de données; (**rapport 14.08 – action 3**).
- améliorer les processus opérationnels du centre de données par une analyse «post-mortem» détaillée; (**rapport 15.04 – action 3**).
- renforcer la procédure de gestion de la mise en production des logiciels; (**rapport 15.04 – action 5**).
- examen positif de la direction documenté dans sa politique de gestion des mises en production; (**rapport 15.04 – action 6**).

De plus, pour poursuivre la consolidation des capacités informatiques existantes dans les DG clientes, un rapport transversal visant à assurer l'efficacité et l'efficacité des activités informatiques décentralisées du Parlement a été approuvé (**rapport 17.09**).

# DÉCLARATION D'ASSURANCE





## 5. Déclaration d'assurance

Je soussigné Walter PETRUCCI

Directeur général de l'innovation et du support technologique (DG ITEC)

en ma qualité d'ordonnateur délégué déclare par la présente que j'ai l'assurance raisonnable que:

- 🍏 les informations contenues dans le rapport donnent une image fidèle de la situation ;
- 🍏 les ressources allouées aux activités décrites dans ce rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière ;
- 🍏 les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

Cette assurance raisonnable se fonde sur mon propre jugement et sur les éléments d'information à ma disposition, comme, par exemple, les résultats de l'auto-évaluation et des observations du Service d'audit interne ainsi que les enseignements retirés des rapports de la Cour des comptes relatifs aux exercices antérieurs à celui de cette déclaration.

Confirme en outre n'avoir connaissance d'aucun fait non signalé pouvant nuire aux intérêts de l'institution.

Fait à Sélectionnez un élément.

Le Cliquez ou touchez pour introduire une date.

Signature

# ANNEXES



## I. Synthèse de l'exécution du budget

			ITEC		
Code	Appropriation type	Type de crédits	EUR ou %	Formule	
Appropriations of 2018		Crédits 2018			
A	Initial appropriations	Crédits initiaux	117.458.640,00		
B	Final appropriations	Crédits finaux	123.995.170,00		
C	Commitments	Engagements	123.167.804,02		
D	Commitments in % of final appropriations	Engagements en % des crédits finaux	99%	D=C/B	
E	Payments	Paiements	79.739.455,62		
F	Payments in % of commitments	Paiements en % des engagements	65%	F=E/C	
G	Cancellations of 2018 final appropriations	Annulations de crédits finaux 2018	827.365,98	G=B-C-K	
H	Cancellations appropriations in % of final appropriations	Annulations en % des crédits finaux	1%	H=G/B	
Appropriations carried over from 2018 to 2019		Crédits reportés de 2018 à 2019			
I	Automatic carryovers from 2018 to 2019	Crédits reportés automatiquement de 2018 à 2019	43.428.348,40	I=C-E	
J	Automatic carryovers from 2018 to 2019 in % of commitments	Crédits reportés automatiquement de 2018 à 2019 en % des engagements	35%	J=I/C	
K	Non-automatic carryovers from 2018 to 2019	Crédits reportés non-automatiquement de 2018 à 2019	0		
L	Non-automatic carryovers from 2018 to 2019 in % of final appropriations	Crédits reportés non-automatiquement de 2018 à 2019 en % des crédits finaux	0%	L=K/B	
Appropriations carried over from 2017 to 2018		Crédits reportés de 2017 à 2018			
M	Automatic carryovers from 2017 to 2018	Crédits reportés automatiquement de 2017 à 2018	43.923.092,00		
N	Payments against automatic carryovers from 2017 to 2018	Paiements sur crédits reportés automatiquement de 2017 à 2018	42.854.808,53		
O	Payments against automatic carryovers from 2017 to 2018 in % of automatic carryovers from 2017 to 2018	Paiements sur crédits reportés automatiquement de 2017 à 2018 en % des crédits reportés automatiquement de 2017 à 2018	98%	O=N/M	
P	Cancellations of automatic carryovers from 2017 to 2018	Annulations de crédits reportés automatiquement de 2017 à 2018	1.068.283,47	P=M-N	
Q	Cancellations of automatic carryovers from 2017 to 2018 in % of automatic carryovers from 2017 to 2018	Annulations de crédits reportés automatiquement de 2017 à 2018 en % des crédits reportés automatiquement de 2017 à 2018	2%	Q=P/M	
R	Non-automatic carryovers from 2017 to 2018	Crédits reportés non-automatiquement de 2017 à 2018	0,00		
S	Payments of non-automatic carryovers from 2017 to 2018	Paiements sur crédits reportés non-automatiquement de 2017 à 2018			
T	Payments against non-automatic carryovers from 2017 to 2018 in % of non-automatic carryovers from 2017 to 2018	Paiements sur crédits reportés non-automatiquement de 2017 à 2018 en % des crédits reportés non-automatiquement de 2017 à 2018	-	T=S/R	
U	Cancellations of non-automatic carryovers from 2017 to 2018	Annulations de crédits reportés non-automatiquement de 2017 à 2018		U= R-S	

Assigned revenue in 2018		Recettes affectées 2018	
V	Cancellations of non-automatic carryovers from 2017 to 2018 in % of non-automatic carryovers from 2017 to 2018	Annulations de crédits reportés non-automatiquement de 2017 à 2018 en % des crédits reportés non-automatiquement de 2017 à 2018	V=U/R
W	Appropriations from assigned revenue in 2018 (current)	Crédits de recettes affectées courants 2018	1.003.883,81
X	Assigned revenue carried over to 2018	Crédits de recettes affectées reportés à 2018	263.498,04
Y	Balance of commitments on assigned revenue carried over to 2018	Solde des engagements reportés à 2018 sur crédits de dépenses spécifiques sur recettes affectées	910.162,23
Z	Payments in 2018 against appropriations from assigned revenue (current and carried-over)	Paiements sur crédits de recettes affectées 2018 (courants et reportés)	1.172.746,16
AA	Payments in 2018 against assigned revenue in % of assigned revenue in 2018 (current and carried-over)	Paiements sur crédits de recettes affectées 2018 en % des crédits de recettes affectées 2018 (courants et reportés)	54% AA=Z/(W+X+Y)

## II. Relevés d'exécution budgétaire 2018

1. Situation des **crédits courants** à la fin de décembre - Exercice 2018 (nature 0)
2. Situation des **crédits reportés automatiquement** à la fin de décembre - Exercice 2018 (nature 2)
3. Situation des **crédits reportés** non automatiquement à la fin de décembre - Exercice 2018 (nature 6)
4. Situation des **crédits de dépenses spécifiques / RA (recettes affectées)** à la fin de décembre - Exercice 2018 (nature 7)
5. Situation des **crédits reportés de dépenses spécifiques / RA** à la fin de décembre - Exercice 2018 (nature 5)
6. Situation des engagements **reportés de dépenses spécifiques / RA** à la fin de décembre - Exercice 2018 (nature 3)
7. Situation des **crédits de dépenses spécifiques / RA externes** à la fin de décembre - Exercice 2018 (nature 9)

*Voir rapports FINORD pdf et tableaux Excel ci-joints.*

Poste	Intitulé	Crédits Initiaux	Virements + Budg. Suppl.	Crédits Actuels	Engagements Contractés	% Util.	Paielements Effectués	Soldes des Engag. E.C.	Crédits Disponibles
02...	IMMEUBLES, MOBILIER, EQUIPEMENT ET DEPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT								
021..	INFORMATIQUE, EQUIPEMENT ET MOBILIER								
0210.	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS								
02100	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES DE FONCTIONNEMENT								
	<b>Total Poste 02100</b>	26.112.000,00	2.739.600,00-	23.372.400,00	22.959.784,66	98,23	19.757.455,43	3.202.329,23	412.615,34
02101	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES RELATIVES A L'INFRASTRUCTURE								
	<b>Total Poste 02101</b>	19.355.000,00	2.518.758,00	21.873.758,00	21.669.672,44	99,07	15.010.824,76	6.658.847,68	204.085,56
02102	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES RELATIVES AU SUPPORT GENERAL AUX UTILISATEURS								
	<b>Total Poste 02102</b>	12.984.500,00	2.084.900,00-	10.899.600,00	10.884.282,21	99,86	7.404.788,24	3.479.493,97	15.317,79
02103	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES DE GESTION DES APPLICATIONS TIC								
	<b>Total Poste 02103</b>	10.952.000,00	198.044,00-	10.753.956,00	10.731.802,01	99,79	8.426.116,93	2.305.685,08	22.153,99
02104	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES								
	<b>Total Poste 02104</b>	20.615.000,00	8.704.618,00	29.319.618,00	29.284.173,02	99,88	9.615.377,11	19.668.795,91	35.444,98
02105	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - INVESTISSEMENTS EN PROJETS								
	<b>Total Poste 02105</b>	19.293.000,00	285.698,00	19.578.698,00	19.514.956,56	99,67	13.824.846,18	5.690.110,38	63.741,44
	<b>Total Article 0210.</b>	109.311.500,00	6.486.530,00	115.798.030,00	115.044.670,90	99,35	74.039.408,65	41.005.262,25	753.359,10
0214.									
02140									
	<b>Total Poste 02140</b>	2.190.000,00	50.000,00	2.240.000,00	2.223.508,98	99,26	1.562.879,21	660.629,77	16.491,02
	<b>Total Chapitre 021..</b>	111.501.500,00	6.536.530,00	118.038.030,00	117.268.179,88	99,35	75.602.287,86	41.665.892,02	769.850,12
023..									
0230.									
02300									
	<b>Total Poste 02300</b>	649.500,00	0,00	649.500,00	648.896,46	99,91	465.398,34	183.498,12	603,54
0236.									
02360									
	<b>Total Poste 02360</b>	65.000,00	0,00	65.000,00	58.215,20	89,56	50.216,17	7.999,03	6.784,80
	<b>Total Chapitre 023..</b>	714.500,00	0,00	714.500,00	707.111,66	98,97	515.614,51	191.497,15	7.388,34
	<b>Total Titre 02...</b>	112.216.000,00	6.536.530,00	118.752.530,00	117.975.291,54	99,35	76.117.902,37	41.857.389,17	777.238,46

Poste	Intitulé	Crédits Initiaux	Virements + Budg. Suppl.	Crédits Actuels	Engagements Contractés	% Util.	Paiements Effectués	Soldes des Engag. E.C.	Crédits Disponibles
03...									
032..									
0324.									
03240	JOURNAL OFFICIEL								
	<b>Total Poste 03240</b>	830.000,00	150.000,00-	680.000,00	660.059,43	97,07	660.059,43	0,00	19.940,57
03241	PUBLICATIONS NUMERIQUES ET TRADITIONNELLES								
	<b>Total Poste 03241</b>	4.307.640,00	150.000,00	4.457.640,00	4.444.677,16	99,71	2.888.110,93	1.556.566,23	12.962,84
03245	ORGANISATION OF SEMINARS, SYMPOSIA AND CULTURAL ACTIVITIES								
	<b>Total Poste 03245</b>	105.000,00	0,00	105.000,00	87.775,89	83,60	73.382,89	14.393,00	17.224,11
	<b>Total Article 0324.</b>	5.242.640,00	0,00	5.242.640,00	5.192.512,48	99,04	3.621.553,25	1.570.959,23	50.127,52
	<b>Total Titre 03...</b>	5.242.640,00	0,00	5.242.640,00	5.192.512,48	99,04	3.621.553,25	1.570.959,23	50.127,52
	<b>Total Général</b>	117.458.640,00	6.536.530,00	123.995.170,00	123.167.804,02	99,33	79.739.455,62	43.428.348,40	827.365,98

Poste	Intitulé	Crédits Reportés	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paievements Effectués	% Util.	Resté à payer	Reliquat de Conversion
02...	IMMEUBLES, MOBILIER, EQUIPEMENT ET DEPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT							
021..	INFORMATIQUE, EQUIPEMENT ET MOBILIER							
0210.	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS							
02100	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES DE FONCTIONNEMENT							
	<b>Total Poste 02100</b>	6.470.135,12	6.470.135,12	6.470.135,12	6.146.106,14	94,99	324.028,98	0,00
02101	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES RELATIVES A L'INFRASTRUCTURE							
	<b>Total Poste 02101</b>	5.076.030,85	5.076.030,85	5.076.030,85	4.984.769,37	98,20	91.261,48	0,00
02102	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES RELATIVES AU SUPPORT GENERAL AUX UTILISATEURS							
	<b>Total Poste 02102</b>	4.475.068,53	4.475.068,53	4.475.068,53	4.465.917,35	99,80	9.151,18	0,00
02103	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - ACTIVITES RECURRENTES DE GESTION DES APPLICATIONS TIC							
	<b>Total Poste 02103</b>	1.752.347,55	1.752.347,55	1.752.347,55	1.750.877,74	99,92	1.469,81	0,00
02104	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES							
	<b>Total Poste 02104</b>	18.312.814,62	18.312.814,62	18.312.814,62	18.044.202,22	98,53	268.612,40	0,00
02105	INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS - INVESTISSEMENTS EN PROJETS							
	<b>Total Poste 02105</b>	4.892.854,63	4.892.854,63	4.892.854,63	4.858.708,77	99,30	34.145,86	0,00
	<b>Total Article 0210.</b>	40.979.251,30	40.979.251,30	40.979.251,30	40.250.581,59	98,22	728.669,71	0,00
0214.								
02140								
	<b>Total Poste 02140</b>	654.265,93	654.265,93	654.265,93	550.457,10	84,13	103.808,83	0,00
	<b>Total Chapitre 021..</b>	41.633.517,23	41.633.517,23	41.633.517,23	40.801.038,69	98,00	832.478,54	0,00
023..								
0230.								
02300								
	<b>Total Poste 02300</b>	178.643,05	178.643,05	178.643,05	169.240,83	94,74	9.402,22	0,00
0236.								
02360								
	<b>Total Poste 02360</b>	18.086,02	18.086,02	18.086,02	5.795,47	32,04	12.290,55	0,00
	<b>Total Chapitre 023..</b>	196.729,07	196.729,07	196.729,07	175.036,30	88,97	21.692,77	0,00
	<b>Total Titre 02...</b>	41.830.246,30	41.830.246,30	41.830.246,30	40.976.074,99	97,96	854.171,31	0,00



Poste	Intitulé	Crédits Reportés	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paiements Effectués	% Util.	Reste à payer	Reliquat de Conversion
03...								
032..								
0324.								
03241	PUBLICATIONS NUMERIQUES ET TRADITIONNELLES							
	<b>Total Poste 03241</b>	2.092.845,70	2.092.845,70	2.092.845,70	1.878.733,54	89,77	214.112,16	0,00
	<b>Total Titre 03...</b>	2.092.845,70	2.092.845,70	2.092.845,70	1.878.733,54	89,77	214.112,16	0,00
	<b>Total Général</b>	43.923.092,00	43.923.092,00	43.923.092,00	42.854.808,53	97,57	1.068.283,47	0,00



Poste	Intitulé	Virements	Crédits an. cumulés.	Crédits Actuels	Engagements Contractés	% Util.	Paiements Effectués	Solde des Engag. E.C.	Crédits Disponibles
02...									
021..									
0210.									
02100	Informatique et télécommunications - activités récurrentes de fonctionnement								
	<b>Total Poste 02100</b>	312.480,67	579.252,58	579.252,58	215.400,76	37,19	12.457,92	202.942,84	363.851,82
02101	Informatique et télécommunications - activités récurrentes relatives à l'infrastru								
	<b>Total Poste 02101</b>	130.039,40	130.039,40	130.039,40	30.500,00	23,45	0,00	30.500,00	99.539,40
02102	Informatique et télécommunications - activités récurrentes relatives au support général aux utilisateurs								
	<b>Total Poste 02102</b>	50.489,01	50.489,01	50.489,01	50.489,01	100,00	0,00	50.489,01	0,00
02103	Informatique et télécommunications - activités récurrentes de gestion des applicat								
	<b>Total Poste 02103</b>	17.417,18	17.417,18	17.417,18	17.417,18	100,00	17.417,18	0,00	0,00
02104	Informatique et télécommunications - investissements en infrastructures								
	<b>Total Poste 02104</b>	10.229,42	103.037,63	103.037,63	50.724,40	49,23	1.129,00	49.595,40	52.313,23
	<b>Total Article 0210.</b>	520.655,68	880.235,80	880.235,80	364.531,35	41,41	31.004,10	333.527,25	515.704,45
0214.									
02140	Matériel et installations techniques								
	<b>Total Poste 02140</b>	0,00	34.643,73	34.643,73	10.089,34	29,12	0,00	10.089,34	24.554,39
	<b>Total Chapitre 021..</b>	520.655,68	914.879,53	914.879,53	374.620,69	40,95	31.004,10	343.616,59	540.258,84
023..									
0230.									
02300	Papeterie, fournitures de bureau et consommab								
	<b>Total Poste 02300</b>	0,00	31.067,21	31.067,21	24.738,30	79,63	19.575,90	5.162,40	6.328,91
0236.									
02360	Affranchissement de correspondance et frais d								
	<b>Total Poste 02360</b>	0,00	7.530,00	7.530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.530,00
	<b>Total Chapitre 023..</b>	0,00	38.597,21	38.597,21	24.738,30	64,09	19.575,90	5.162,40	13.858,91
	<b>Total Titre 02...</b>	520.655,68	953.476,74	953.476,74	399.358,99	41,88	50.580,00	348.778,99	554.117,75

Poste	Intitulé	Virements	Crédits an. cumulés.	Crédits Actuels	Engagements Contractés	% Util.	Paiements Effectués	Soldes des Engag. E.C.	Crédits Disponibles
03...									
032..									
0324.									
03241	Publications numériques et traditionnelles								
	<b>Total Poste 03241</b>	0,00	50.407,07	50.407,07	0,00	0,00	0,00	0,00	50.407,07
	<b>Total Titre 03...</b>	0,00	50.407,07	50.407,07	0,00	0,00	0,00	0,00	50.407,07
	<b>Total Général</b>	520.655,68	1.003.883,81	1.003.883,81	399.358,99	39,78	50.580,00	348.778,99	604.524,82

Poste	Intitulé		Crédits Initiaux	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paiements Effectués	% Util.	Soldes des Engagements	Crédits disponibles
02...									
021..									
0210.									
02100									
	Total Poste	02100	118.089,78	118.089,78	118.089,78	99.710,47	84,44	18.379,31	0,00
02101									
	Total Poste	02101	68.140,00	68.140,00	68.140,00	68.140,00	*****	0,00	0,00
02102									
	Total Poste	02102	30.408,34	30.408,34	30.408,34	4.000,00	13,15	26.408,34	0,00
02104									
	Total Poste	02104	29.710,05	29.710,05	29.710,05	29.710,05	*****	0,00	0,00
	Total Article	0210.	246.348,17	246.348,17	246.348,17	201.560,52	81,82	44.787,65	0,00
0214.									
02140									
	Total Poste	02140	261,28	261,28	0,00	0,00	*****	0,00	261,28
	Total Chapitre	021..	246.609,45	246.609,45	246.348,17	201.560,52	81,82	44.787,65	261,28
023..									
0230.									
02300									
	Total Poste	02300	8,85	8,85	8,85	8,85	*****	0,00	0,00
0236.									
02360									
	Total Poste	02360	2.784,80	2.784,80	2.784,80	0,00	0,00	2.784,80	0,00
	Total Chapitre	023..	2.793,65	2.793,65	2.793,65	8,85	0,32	2.784,80	0,00
	Total Titre	02...	249.403,10	249.403,10	249.141,82	201.569,37	80,91	47.572,45	261,28

Poste	Intitulé	Crédits Initiaux	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paiements Effectués	% Util.	Soldes des Engagements	Crédits disponibles
03...								
032..								
0324.								
03241	PUBLICATIONS NUMERIQUES ET TRADITIONNELLES							
	<b>Total Poste 03241</b>	14.094,94	14.094,94	14.094,94	14.094,94	*****	0,00	0,00
	<b>Total Titre 03...</b>	14.094,94	14.094,94	14.094,94	14.094,94	*****	0,00	0,00
	<b>Total Général</b>	263.498,04	263.498,04	263.236,76	215.664,31	81,93	47.572,45	261,28

Poste	Intitulé		Crédits Reportés	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paiements Effectués	% Util.	Reste à payer
02...								
021..								
0210.								
02100								
	Total Poste	02100	654.584,95	654.584,95	654.584,95	654.584,95	100,00	0,00
	Total Poste	02102	86.125,00	86.125,00	86.125,00	86.125,00	100,00	0,00
02104								
	Total Poste	02104	100.000,48	100.000,48	100.000,48	99.982,48	99,98	18,00
02105								
	Total Poste	02105	3.252,48	3.252,48	3.252,48	3.252,48	100,00	0,00
	Total Article	0210.	843.962,91	843.962,91	843.962,91	843.944,91	100,00	18,00
0214.								
	Total Poste	02140	60.216,62	60.216,62	60.216,62	60.216,62	100,00	0,00
	Total Article	0214.	60.216,62	60.216,62	60.216,62	60.216,62	100,00	0,00
	Total Chapitre	021..	904.179,53	904.179,53	904.179,53	904.161,53	*****	18,00
023..								
0230.								
	Total Poste	02300	982,70	982,70	982,70	982,70	100,00	0,00
	Total Article	0230.	982,70	982,70	982,70	982,70	100,00	0,00
	Total Chapitre	023..	982,70	982,70	982,70	982,70	*****	0,00
	Total Titre	02...	905.162,23	905.162,23	905.162,23	905.144,23	100,00	18,00

Poste	Intitulé	Crédits Reportés	Crédits Actuels	Engagements Contractés	Paiements Effectués	% Util.	Reste à payer	
03...								
032..								
0324..								
	Total Poste	03241	5.000,00	5.000,00	5.000,00	1.357,62	27,15	3.642,38
	Total Article	0324.	5.000,00	5.000,00	5.000,00	1.357,62	27,15	3.642,38
	Total Chapitre	032..	5.000,00	5.000,00	5.000,00	1.357,62	27,15	3.642,38
	Total Titre	03...	5.000,00	5.000,00	5.000,00	1.357,62	27,15	3.642,38
	Total Général		910.162,23	910.162,23	910.162,23	906.501,85	99,60	3.660,38





### III. Liste des exceptions - dérogations à la réglementation

LES DÉCISIONS DÉROGEANT AUX PROCÉDURES ÉTABLIES ET AUX RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES							
REF. DOCUMENT REF. FINORD, CONTRAT, ETC	ORDONNATEUR COMPÉTENT	OBJET	MONTANT	AVIS VÉRIFICATEURS	AVIS VÉRIFICATEURS	DÉCISION	DÉCISION
				CONFORME OBSERVATION/ NON CONFORME	JUSTIFICATION	ORDONNATEUR COMPÉTENT	JUSTIFICATION
ED 50482	S. JANSSENS	Non-conformité art. 86.1 RF	48 146,48 EUR	Conforme avec observation	Services fournis sans engagement budgétaire ni engagement juridique	S. JANSSENS	Pour garantir la continuité du service entre la fin d'un contrat et le renouvellement d'un autre
ED 50035	G. SCHILT	Non-conformité art.. 9 RF	7 100 EUR	Conforme avec observation	Engagement juridique couvert par des crédits de 2016 mais payé par un engagement budgétaire de 2018	G. SCHILT	Les travaux n'étaient pas terminés fin 2017 et les crédits reportés ont été perdus.
ED 50277	W. PETRUCCI	Non-conformité art.. 9 RF	1 893 EUR	Conforme avec observation	Les services fournis depuis 2017 sont couverts par un engagement budgétaire de 2018.	W. PETRUCCI	Dossier présenté en 2018
ED 50291	JM MARIOTTI	Non-conformité art.. 9 RF	6 040,38 EUR	Conforme avec observation	Services fournis en 2017 et payés par des crédits de 2018	JM MARIOTTI	Services couverts par des crédits de 2017, non reportés à 2018
ED 50293	JM MARIOTTI	Non-conformité art.. 9 RF	5 816,56 EUR	Conforme avec observation	Engagement juridique couvert par des crédits de 2016 mais payé par un engagement budgétaire de 2018	JM MARIOTTI	En raison de plusieurs problèmes, la facture a été suspendue et n'a pas pu être réglée avant fin 2017.
ED 50361	R. DUBOIS	Non-respect art. 86.1 et 9 RF	8 135,47 EUR	Conforme avec observation	Engagement budgétaire signé en 2018, bon de commande signé en 2017	R. DUBOIS	Mauvais calcul du solde disponible fin 2017 dans un engagement provisionnel
ED 50601	M. BROCHARD	Non-conformité art. 86.1 RF	249 925 EUR	Conforme avec observation	Engagement budgétaire signé après signature de l'engagement juridique	M. BROCHARD	Marché interinstitutionnel dont la Commission est chef de file Le workflow a mal été compris par notre unité opérationnelle.

ED 50123	M. BROCHARD	Exception art. 106 RF et 146 RAP	2 070 EUR	Conforme avec observation	Le sous-contractant ne remplit pas tous les critères d'exclusion et de sélection	M. BROCHARD	Après entretien, l'unité opérationnelle estime que le sous-contractant est en mesure d'effectuer les tâches re-quis
ED 50131	R. RUIZ DE LA TORRE	Non-conformité art. 102 et 104 RF	52 115,30 EUR	Conforme avec observation	Services réalisés sans engagement juridique valable	R. RUIZ DE LA TORRE	Pour garantir la continuité du service en 2019 Un nouveau contrat sera disponible en 2020.
OD 385/480	R. RUIZ DE LA TORRE	Exception art. 122 RAP	14 493,60 EUR	Conforme avec observation	Paiement intermédiaire non prévu dans le contrat spécifique	R. RUIZ DE LA TORRE	
ED 50834	L. RETTORE	Non-conformité art. 86 RF	3 706 EUR	Conforme avec observation	Service commencé avant validation de l'engagement budgétaire	L. RETTORE	

## RENONCIATIONS/ANNULATIONS DE CRÉANCE

LES PROCÉDURES DE RENONCIATIONS/ANNULATIONS DE CRÉANCE						
REF. DOCUMENT REF. FINORD, CONTRAT, ETC.	ORDONNATEUR R COMPÉTENT	OBJET		MONTANT		JUSTIFICATION DE L'ORDONNATEUR QUANT À LA RENONCIATION/ANNULATION
n/a						

## IV. Résultat des évaluations ex-post

*La DG ITEC n'effectue pas de contrôles ex post.*

|

## V. Évaluation de la mise en œuvre des normes minimales de contrôle interne

## TABLEAU SYNOPTIQUE D'ÉVALUATION

N° NORME	ACHEVEE	PRESQUE	EN PARTIE	DEMARREE	A DEMARRER
Section 1: mission et valeurs					
1. Mission	■				
2. Valeurs éthiques et organisationnelles	■				
Section 2: Ressources humaines					
3. Affectation du personnel et mobilité	■				
4. Évaluation et développement du personnel	■				
Section 3: Processus de planification et gestion des risques					
5. Objectifs et indicateurs de performance	■				
6. Processus de gestion des risques		■			
Section 4: Opérations et activités de contrôle					
7. Structure opérationnelle	■				
8. Processus et procédures	■				
9. Supervision par le management		■			

N° NORME	ACHEVEE	PRESQUE	EN PARTIE	DEMARREE	A DEMARRER
10. Continuité des opérations					
11. Gestion des documents					
Section 5: Information et reporting financier					
12. Information et communication					
13. Information comptable et financière					
Section 6: Évaluation et audit					
14. Évaluation des activités					
15. Évaluation des systèmes de du contrôle interne					
16. Rapports d'audit					



## COMMENTAIRES SUR LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE ANNUEL DE L'AUTOÉVALUATION DES NMCI

N° norme	Dénomination	Commentaires concernant la mise en œuvre
1	Mission	<p>Diffusion de la mission au sein de la DG, des directions et des unités. Disponible sur l'intranet. Photographie des services. Description de postes dans les affichages et la première partie des rapports de notation. La mission de la DG ITEC est également inscrite dans le cadre d'exécution stratégique de la DG, mis à jour tous les deux ans et demi. La mission de la DG ITEC est examinée et évaluée par la direction dans le cadre des diverses journées hors les murs (au moins une fois tous les deux ans).</p>
2	Valeurs éthiques et organisationnelles	<p>Les valeurs éthiques et organisationnelles ont été inscrites, communiquées et approuvées au sein du cadre d'exécution stratégique de la DG ITEC conformément aux matrices du cadre d'exécution stratégique du Parlement européen et du Secrétaire général. Elles sont incluses dans le <i>template</i> pour la révision périodique des indicateurs de résultats. Ces indicateurs sont évalués dans le cadre des séminaires annuels de la direction de la DG et/ou des réunions de direction.</p> <p>Déontologie et intégrité: information du personnel, notamment via le site intranet (site financier, code de conduite) et les communications du directeur général.</p>

		<p>Ces éléments de l'organisation ont été révisés en profondeur lors du séminaire de la direction de la DG ITEC en juin 2018. Les séminaires ont notamment porté sur les succès et les transformations déjà réalisés ainsi que sur la DG ITEC aujourd'hui et les défis à relever dans un avenir proche. Ils ont renforcé l'importance de la coopération et de la communication internes à la DG ITEC pour garantir une vaste gamme de services informatiques de qualité rendus à l'ensemble des députés et du personnel du Parlement en assurant des solutions mobiles, un support effectif et des services multimédias. Par conséquent, à partir de septembre 2018, l'ensemble des grands sujets abordés lors des réunions mensuelles de la direction de la DG ITEC ont été partagés avec tous les collègues de la DG ITEC afin d'améliorer la sensibilisation et la collaboration.</p>
3	Affectation du personnel et mobilité	<p>Définition des connaissances et aptitudes nécessaires pour chaque poste dans la fiche métier. Entretiens de recrutement menés sur base de la fiche d'évaluation standard de la DG PERS. Processus sous contrôle et large disponibilité d'experts à la suite de la publication de la liste de réserve du concours d'experts de l'EPSO en 2018.</p> <p>La DG ITEC continue d'encourager la mobilité interne à la suite de plusieurs réorganisations internes. Plan de formation annuel communiqué au personnel et suivi de</p>

		<p>la participation. Renforcement en 2018 grâce à la participation de la DG ITEC à l'exercice de mobilité du Parlement, ce qui a permis de renforcer encore le renouvellement des compétences et de l'expertise du personnel.</p>
4	Évaluation et développement du personnel	<p>La procédure annuelle d'élaboration et de publication des rapports de notation conformément aux règles en vigueur est bien établie, avec un très petit nombre de plaintes (<i>article 90 – environ 4 par an seulement</i>).</p> <p>Examen des besoins de formation dans le cadre du rapport de notation. Réponse rapide aux besoins de formation du personnel en place et des nouveaux arrivés (<i>responsabilité particulière de l'unité des ressources humaines</i>). Une attention particulière est accordée au plan annuel de formation externe de la DG, avec la publication d'un rapport détaillé de toutes les formations externes suivies par le personnel de la DG ITEC. Cette approche permet à la DG ITEC d'enregistrer et de partager les connaissances découlant du programme et de s'en servir pour la surveillance et l'amélioration constantes du service, ce qui est indispensable pour pour-</p>

		<p>suivre le développement des compétences et des capacités voulues dans un contexte en évolution rapide tel que celui de l'informatique. Ces rapports annuels servent également à la définition des futurs plans de formation pour la DG et son personnel.</p>
5	Objectifs et indicateurs de performance	<p>Établissement et communication annuelle des objectifs (DG, directions et unités) dans le cadre de l'exercice annuel de préparation budgétaire et dans le cadre de la préparation à l'exercice annuel de notation (collège de notateurs). Amélioration des IPC dans les contrats et déploiement d'indicateurs clés. Suivi des projets (Milestones) répertoriés dans Clarity et discutés lors des réunions sur le portefeuille stratégique.</p>

6	Processus de gestion des risques	<p>Dans le cadre de la nouvelle procédure de gestion des risques, la refonte des objectifs stratégiques de la DG a permis de définir un registre des risques amélioré et plus intégré au système de performance. L'année 2018 servira d'étalon de mesure pour évaluer la capacité de mise en œuvre des plans d'action liés au registre du risque, raison pour laquelle le niveau de maturité a été revu de «achevé» à «presque» (voir point 2.1.IV du rapport annuel d'activités).</p> <p>En 2018, la DG ITEC a poursuivi ses travaux dans ce domaine avec l'inclusion de nouveaux risques identifiés dans le domaine de la cybersécurité, des infrastructures informatiques et de la continuité (panne informatique) ainsi que de la conformité (protection européenne des données).</p>
7	Structure opérationnelle	Procédure formalisée. Établissement de délégations de signatures selon les modèles standard et gestion centralisée des délégations financières par l'unité Finances de la DG ITEC. Mise à jour de l'organigramme et du ringbook de la DG.
8	Processus et procédures	<p>Documentation des procédures:</p> <p>Intranet du PE – volet «finance»: réglementation, décisions, procédures. Check-lists, <i>templates</i>, notes de guidance pour services opérationnels et ordonnateurs.</p> <p>Relevé des exceptions:</p>

		<p>Saisie dans FINORD des observations de la vérification ex ante, et relevé des exceptions -- voir Annexe III.</p> <p>Séparation des tâches: Mise en œuvre par la structure financière de la DG et l'application des règles internes.</p>
9	Supervision par la direction	<p>Les opérations critiques de la DG ITEC sont encadrées par des contrats de service assortis d'IPC et un système de reporting très développé. Ceci permet un niveau élevé de supervision par la direction.</p> <p>En ce qui concerne les projets, une plateforme dédiée permettra de centraliser les informations sur l'état d'avancement des divers projets. Celui-ci est divulgué et discuté mensuellement lors des réunions sur le portefeuille stratégique.</p> <p>Cette approche est soutenue et renforcée par les réunions de l'encadrement supérieur – DG et directeurs – qui ont lieu tous les quinze jours et les réunions de la direction de la DG ITEC auxquelles assistent la DG, les directeurs et les chefs d'unité, organisées tous les mois, au cours desquelles la direction examine de bout en bout l'état d'avancement des activités stratégiques opérationnelles de la DG ITEC et tous les aspects liés à la gestion des ressources et à leur performance. Elle fait partie d'un processus de surveillance continu par la direction de la DG ITEC. Complétée par des rapports réguliers sur les travaux et les décisions adoptées par les</p>

		<p>organes politiques et administratifs du Parlement européen, le Bureau et les questeurs (tous les mois), le groupe de travail sur la stratégie d'innovation dans les TIC (tous les trimestres), les réunions de la hiérarchie du Parlement européen (tous les mois), le comité de pilotage sur la stratégie d'innovation informatique (une fois par an), les réunions de l'équipe du directeur des ressources (tous les mois), le groupe de travail inter-DG sur l'informatique (tous les trimestres) et l'inter-DG Finances (périodiquement).</p> <p>Une attention particulière sera accordée à la qualité de l'information à partir de 2019 dans le cadre d'une action d'amélioration permanente.</p>
10	Continuité des opérations	<p>L'incident du centre de calcul de Huizingen le 16 octobre 2017 a permis de vérifier en situation réelle les mesures de continuité des opérations mises en place au sein de la DG ITEC.</p> <p>Tout au long de l'année 2018, la DG ITEC a concentré ses efforts sur la continuité et la résilience, en coopération avec les services centraux. Un groupe de travail consacré aux «enseignements tirés de la panne informatique» a ensuite été créé, un plan d'action a été établi et toutes les actions nécessaires à la continuité des activités, à la gestion des risques et des incidents ainsi qu'à la constitution d'une capacité de recouvrement</p>

		<p>sont pratiquement terminées. La fin de la mise en œuvre est prévue pour mai 2019.</p> <p>De plus, la DG ITEC a également terminé la phase 4 du processus de planification de la continuité des activités du Parlement européen et la rédaction de ses plans de rétablissement après sinistre et de ses systèmes de gestion des incidents et de communication (voir points 2.1.III et 2.1.IV du rapport annuel d'activités).</p>
11	Gestion des documents	<p>Enregistrement du courrier et systèmes d'archivage:</p> <p>Utilisation de GEDA, archivage central financier et contractuel.</p> <p>Application du plan de gestion des documents administratifs et suivi du tableau de gestion (G-DOC).</p> <p>Des progrès ont été enregistrés en 2018 pour aligner les activités de la DG ITEC en vue du déploiement du nouveau système de gestion des documents – ERMS – , qui devrait l'être en 2019.</p>
12	Information et communication	<p>Établissement et diffusion de bulletins d'information mensuels et de briefings hebdomadaires. Dans la deuxième moitié de 2018, cette activité a été renforcée par la préparation et la publication du mémo Managltec</p>



		<p>(ITEC Management Meeting). Cet outil permet d'informer le personnel de la DG ITEC, de façon succincte, des grands points discutés chaque mois par la direction de la DG ITEC.</p> <p>De plus, la DG ITEC a continué à utiliser l'intranet du Parlement et ITEC net pour la publication constante d'informations ainsi qu'à garantir la qualité de ses travaux de communication interne.</p>
13	Information comptable et financière	Examen mensuel de la situation de l'exécution budgétaire par le biais de tableaux de bord. Cette information est partagée lors des réunions mensuelles de la direction (voir NMCI 9 et 12).
14	Évaluation des activités	Dans le cadre des rapports d'activités périodiques et du rapport annuel d'activités; suivi mensuel de l'avancement du programme informatique et suivi mensuel (réunions de la direction et réunions des directions) des activités financières, ressources humaines et dossiers transversaux du Parlement européen. Suivi périodique de l'indicateur clé de la DG ITEC publié tous les trois mois et de la mise à jour mensuelle des jalons du PPP de la DG ITEC.
15	Évaluation des systèmes de contrôle interne	Identification et correction des insuffisances du contrôle interne et examen annuel du contrôle interne:

		<p>Effectué dans le cadre du rapport annuel d'activités et également suivi périodiquement dans les rapports intermédiaires.</p> <p>Signalement d'irrégularités: examen de la mise en œuvre de la norme dans le cadre de l'établissement de la direction des ressources (DIRES) et de l'unité Marchés et contrats (PAC).</p> <p>Établissement de délégations de signatures selon les modèles standard et gestion centralisée des délégations financières par l'unité Finances de la DG ITEC. En outre, un contrôle a lieu tout au long de la chaîne budgétaire et financière afin d'assurer la conformité de ces opérations par rapport au cadre juridique (règlement financier).</p> <p>L'unité Finances centralise tous les aspects de la fonction de soutien à l'initiation financière et assure tous les aspects de conformité depuis l'engagement budgétaire jusqu'au paiement.</p> <p>De même, l'unité PAC centralise tous les aspects des marchés et des contrats et centralise la fonction de soutien à la rédaction, à la publication et à l'attribution de toutes les procédures de marchés publics de la DG ITEC. Elle comprend les activités de soutien au conseil juridique de la DG et de sa direction. L'unité</p>
--	--	--

		<p>PAC surveille également la mise en œuvre de tous les contrats et leur bonne exécution à l'égard des IPC définis. Les activités de l'unité PAC couvrent également le signalement des irrégularités et la mise en œuvre des normes du Parlement européen.</p> <p>La vérification ex ante a poursuivi sa fonction de soutien à tous les aspects liés aux marchés, aux contrats, aux opérations financières et aux opérations budgétaires de la DG ITEC et a de nouveau procuré en 2018 un important élément d'assurance dans l'identification rapide d'irrégularités possibles et, en fin de compte, une assurance certaine à tous les ordonnateurs de la DG ITEC en matière de légalité et de régularité (voir point 4.1 du rapport annuel d'activités)</p> <p>La DG ITEC examinera si un niveau de contrôle supplémentaire est nécessaire pour améliorer encore ce processus au moyen d'un contrôle ex post.</p> <p>L'analyse des systèmes de contrôle interne s'est poursuivie en 2018 dans le but de lancer, en 2019, un système intégré de gestion et d'évaluation combinant dans un système unique gestion des performances, contrôles internes, gestion des risques et continuité des activités.</p>
16	Rapports d'audit	<p>En 2018, la DG ITEC a poursuivi la mise en œuvre des actions résultant des rapports annuels du service d'audit interne et de la Cour des comptes ainsi que la mise</p>

		<p>en œuvre des mesures correctrices nécessaires dans les domaines ayant fait l'objet d'audits.</p> <p>En 2018, son action a permis de clore quatre actions et de réduire le niveau élevé de risque inhérent de deux autres actions figurant dans les rapports d'audit interne, et ce en lien avec l'amélioration de l'exigence globale de continuité de l'infrastructure informatique du Parlement européen et avec la sécurité de l'environnement de développement.</p> <p>En 2018, les activités d'audit interne ont également permis de formuler des recommandations très utiles pour l'amélioration du rapport coût-avantages du nouveau portable hybride, retenu comme équipement standard possible du personnel du Parlement européen à l'avenir.</p> <p>Hybrid 2.0: Les mesures correctrices identifiées servent de base à une nouvelle approche de configuration standard destinée à permettre d'utiliser pleinement la fonctionnalité «tablette» et, dès lors, de renforcer les solutions mobiles de l'appareil et, à terme, de permettre à la DG ITEC d'atteindre l'objectif recherché de remplacer jusqu'à de trois ordinateurs par un appareil.</p>
--	--	--